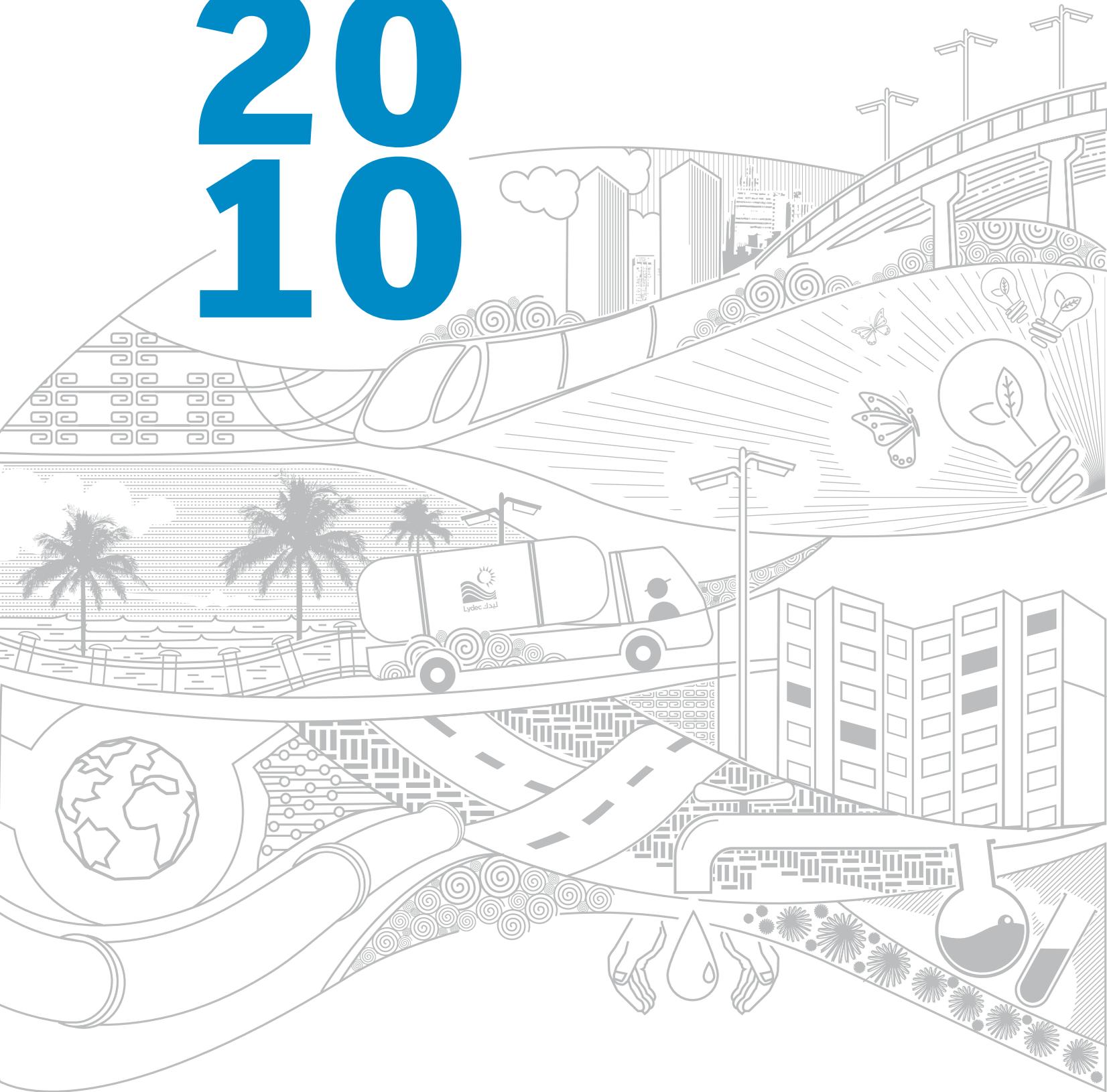


Rapport  
d'activité

20  
10



Toutes nos énergies pour vous



# Sommaire

5	Entretien avec le Directeur Général
6	Synthèse
10	Faits marquants de l'année 2010
14	Chiffres clés
16	Structure de Lydec
18	Périmètre d'intervention
19	Quelques projets phares 1997-2010
<b>22</b>	<b>Investissements et activités sectorielles 2010</b>
23	Investissements
24	Exploitation Eau
26	Exploitation Assainissement
28	Exploitation Électricité
30	Exploitation Éclairage Public
<b>32</b>	<b>Services à la clientèle et activités supports</b>
34	Services à la clientèle
36	Gestion des ressources humaines
38	Système d'information
40	Communication
42	Démarche Qualité
<b>44</b>	<b>Développement durable</b>
<b>48</b>	<b>Perspectives et enjeux</b>
<b>54</b>	<b>Rapport financier</b>
<b>70</b>	<b>Glossaire</b>
<b>72</b>	<b>Nos coordonnées</b>

## Entretien avec le Directeur Général



## Faire face aux nouveaux enjeux d'une ville en développement

Comme toutes les grandes métropoles à travers le monde, le Grand Casablanca fait face à des enjeux qui détermineront le visage de la ville de demain. Entretien avec Jean Pierre Ermenault, Directeur Général de Lydec, qui précise ceux en relation avec les activités de l'entreprise et le rôle de celle-ci dans le développement de l'agglomération.

pleine mutation. Ces deux facteurs majeurs impactent sensiblement nos activités et placent la ville de Casablanca devant des enjeux de taille.

### Quels sont ces enjeux ?

Les infrastructures prévues au contrat de gestion déléguée sont en deçà des besoins réels de la ville. Il faut réaliser beaucoup plus d'investissements que ceux prévus en 2006 dans le cadre de la révision du contrat de gestion déléguée et rechercher de nouveaux moyens de financement pour réaliser ces investissements. Or aujourd'hui plus qu'hier, les prix de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité, ainsi que les participations des constructeurs et aménageurs, ne peuvent financer les grands projets d'infrastructures nécessaires. Nous serons donc tous -autorités et opérateurs publics et privés- obligés de faire des choix stratégiques pour l'avenir de l'agglomération. A mon sens, les autorités concernées par la gouvernance de Casablanca ont deux choix possibles : ralentir le développement des infrastructures dans l'attente des financements requis, ou permettre la croissance de la ville immédiatement. C'est cette deuxième option qui est privilégiée. De ce fait, nous sommes dans une phase de transition jusqu'à la réalisation de toutes les infrastructures nécessaires. Cette phase sera marquée par des perturbations des services comme celles que nous vivons actuellement en tant qu'utilisateur de la voie publique, en attendant la fin des travaux du tramway par exemple.

### Comment Lydec contribue-t-elle au développement de la Région de Casablanca ?

Lydec est un acteur majeur du développement de la métropole. Son rôle est de mettre en œuvre, des solutions

optimisées et adaptées aux enjeux de la ville de demain, et ce dans le cadre de ses métiers et aux côtés d'autres acteurs. Ce sont elles qui garantiront in fine la continuité des services gérés. Notre entreprise a enclenché une démarche de moyen-long terme afin de réexaminer les priorités et les programmes d'investissement. Nous faisons en sorte que nos projets aient toujours une portée à long terme et s'insèrent dans une démarche de développement durable. Je prends comme exemple la construction d'une station d'épuration innovante à Médiouna qui permettra la réutilisation des eaux usées traitées en agriculture ou pour arroser les espaces verts.

### Toutes ces initiatives reposent-elles sur une vision plus globale ?

Naturellement. Ainsi que je viens de l'évoquer, nous inscrivons l'ensemble de nos actions et projets dans un cadre plus large, inspiré de la vision d'un développement durable et soutenable pour la ville. Nous avons un objectif clair : continuer à améliorer le cadre de vie des habitants du Grand Casablanca. Cela implique d'être socialement responsable et engagé en faveur d'un environnement sain. Nos équipes, conscientes de leur mission de service public, restent mobilisées au quotidien pour atteindre cet objectif. Je voudrais souligner ici l'engagement et le sens du devoir dont ont fait preuve les 3 400 collaborateurs de Lydec, notamment dans les situations exceptionnelles. Ils travaillent sans relâche pour assurer la qualité et la continuité de service aux habitants.

### Que faut-il retenir de l'année 2010 ?

Beaucoup de choses ! 2010 a été une année riche en challenges pour nous. Intempéries et vagues de chaleur ont eu d'importantes répercussions sur nos activités. Nous avons connu des niveaux de précipitations jamais atteints auparavant. Nous avons également enregistré en août une pointe de consommation d'eau potable, en progression de 20% par rapport à 2009. Ajoutons à cela les questions de gouvernance de la ville, qui ont eu un impact sur le fonctionnement de la gestion déléguée. Mais malgré ce contexte difficile, qui nous a fortement mobilisés tout au long de l'année, nous avons poursuivi nos grands projets et en avons initié de nouveaux. 2010 a été marquée par un record en matière d'investissements.

### Quel regard portez-vous sur l'évolution de la Région du Grand Casablanca ?

Je constate que Casablanca continue sa dynamique de développement. L'agglomération compte quelques 15 000 hectares urbanisés et pourrait atteindre plus de 40 000 hectares à l'horizon 2030. Des extensions majeures ont été décidées, avec la création de villes nouvelles à Bouskoura, Lahraouiyine, Zénata, Mansouria, ou encore Madinat Er-rahma et Dar Bouazza. L'extension urbaine s'accélère et le climat est en

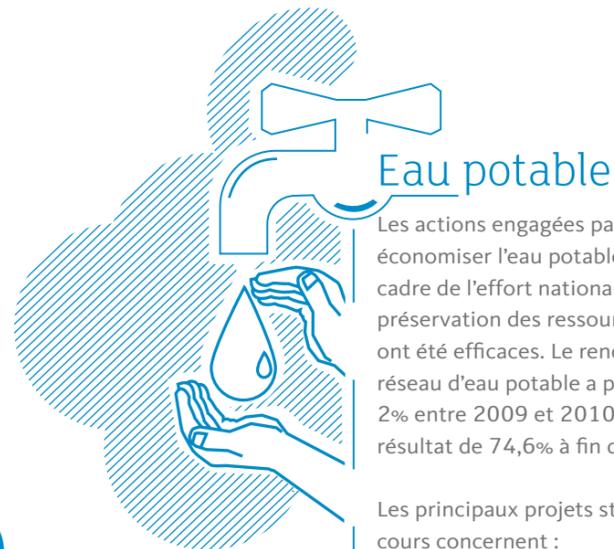
## État des investissements

Entre août 1997 et décembre 2010, Lydec a investi dans ses activités un total de 9,9 milliards de dirhams dont 5,4 apportés par l'entreprise. Les investissements 2010 sont en hausse de 42% par rapport à l'année précédente.

**D**es projets majeurs ont été initiés par Lydec et concernent l'ensemble de ses métiers. Ils accompagnent l'extension du Grand Casablanca et son urbanisation, dans une logique d'adéquation avec les enjeux nationaux en matière de développement durable (protection de l'environnement, maîtrise des ressources eau et électricité, lutte contre les inondations, accès aux services dans le cadre de l'INDH). A l'avenir, ils doivent aussi prendre en compte les évolutions climatiques en termes de pluviométrie et d'élévation de température.

Depuis août 1997, Lydec a investi dans ses activités un total de 9,9 milliards de dirhams. Afin de soutenir la politique d'investissement de l'entreprise, un emprunt obligataire d'un montant de 1,2 milliard de dirhams a été émis au cours de l'année.

Par ailleurs, la fin d'année 2010 a été marquée par la gestion d'une crise importante, suite aux intempéries exceptionnelles des 29 et 30 novembre. Les pluies enregistrées ont été supérieures à une pluie de retour centennale (220 mm en 12h, soit la moitié des précipitations cumulées d'une année sur Casablanca).



## Eau potable

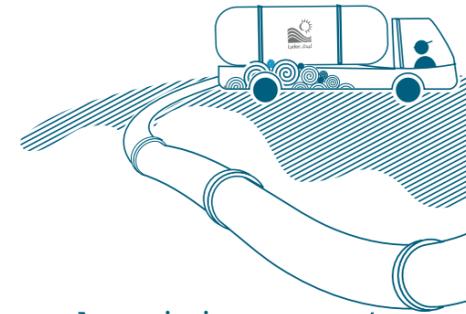
Les actions engagées par Lydec pour économiser l'eau potable, dans le cadre de l'effort national pour la préservation des ressources, ont été efficaces. Le rendement du réseau d'eau potable a progressé de 2% entre 2009 et 2010, avec un résultat de 74,6% à fin décembre.

Les principaux projets stratégiques en cours concernent :

- > l'alimentation en eau potable des nouvelles zones du Grand Casablanca ouvertes à l'urbanisation (ex : Madinat Errhama et Dar Bouazza à l'ouest, ville verte Bouskoura et Lahraouiyine au sud, ville nouvelle de Zenata et Mansouria à l'est) ;
- > le renforcement des infrastructures de distribution et de stockage qui tient compte du développement rapide des besoins en eau potable, dans le but d'assurer la continuité du service.

### À noter :

- > le Centre Technique de Métrologie a obtenu l'accréditation ISO 17025 pour ses activités d'étalonnage des compteurs d'eau courant 2010 ;
- > les travaux d'aménagement du nouveau laboratoire d'analyses de la qualité des eaux ont démarré au cours de l'année et devraient être achevés courant 2011.



## Assainissement

Au cœur de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, la protection de l'environnement constitue l'un des principaux défis urbains de la prochaine décennie. Le métier de l'assainissement liquide occupe à ce titre le premier rang des investissements de Lydec.

Plusieurs projets phares ont été initiés en 2010 :

- > les travaux de transfert des eaux usées de la commune de Dar Bouazza vers la station El Hank ;
- > la station d'épuration à technologie membranaire de Médiouna pour 40 000 habitants ;
- > l'intercepteur côtier dans le cadre du projet de dépollution de la côte Est de Casablanca.

Le projet du Super Collecteur Ouest (SCO), permettant de réduire le risque de crue de l'oued Bouskoura, fait l'objet de discussions avec les autorités et l'Etat quant aux modalités de financement. Il reste néanmoins des travaux importants à réaliser pour protéger certains secteurs de la Wilaya en cas de pluie ayant une période de retour supérieure à dix ans. Ces investissements font l'objet d'études techniques et de financement.



## Électricité

Lydec poursuit son programme de renforcement et de structuration du réseau électrique pour sécuriser l'alimentation et anticiper l'accroissement de la demande. Ainsi en 2010, les actions suivantes ont été mises en œuvre :

- > renouvellement et renforcement du poste source Camiran ;
- > doublement de la puissance du poste source Zenata ;
- > pose de 50 km de câble pour le renouvellement et le renforcement du réseau Moyenne Tension ;
- > poursuite des travaux de renouvellement et de modernisation du Bureau Central de Conduite (BCC).

Par ailleurs, Lydec a engagé des travaux (dans le cadre d'un plan d'actions pluriannuel axé sur les zones à risque) pour protéger les postes de distribution situés en sous-sol car certains ont été inondés lors des intempéries exceptionnelles de novembre 2010.

Enfin, l'entreprise déploie des actions visant à améliorer la maîtrise de l'énergie (lancement du programme de généralisation des Lampes à Basse Consommation, mise en œuvre du dispositif «-20% -20%...»).



## Éclairage public

Lydec poursuit sa politique d'amélioration de la qualité du service. Le taux d'éclairage du parc existant est ainsi passé de 90% à 93,1% durant les deux dernières années.

Par ailleurs, Lydec est très attentive à la sécurité des personnes et des biens. Dans les zones les plus fréquentées, elle diagnostique l'état des candélabres par des tests de résistance mécanique. En 2011, la mise en place d'une organisation décentralisée afin de renforcer la proximité et l'efficacité des interventions est programmée.

## Sécurité

•> Lydec reste exemplaire dans le domaine de la prévention sécurité et a obtenu le 1<sup>er</sup> Prix National de la Sécurité au Travail 2010, décerné par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Nouvelles Technologies et le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle .

### Indicateurs accidents du travail

Taux de fréquence : 2,68

Taux de gravité : 0,14

87%

•> En matière de service à la clientèle, les technologies et les modes de vie évoluent et, avec eux, se dessinent de nouveaux besoins. Lydec anticipe ces changements et reste à l'écoute de la clientèle pour adapter au mieux son offre de services. En 2010, le taux de satisfaction pour la qualité des services enregistre une moyenne de 87%.



600 recrutements sont prévus entre 2010 et 2015

•> La consolidation de la politique des ressources humaines se poursuit. Elle vise l'amélioration des conditions de travail du personnel, l'optimisation de ses performances et le renforcement du savoir-faire. Dans ce sens, la Démarche Compétences met l'expertise des collaborateurs en adéquation avec les exigences du métier et des clients. Pour anticiper les départs massifs à la retraite, l'entreprise a initié plusieurs actions dans l'optique de renouveler ses effectifs (il est prévu de recruter 600 nouveaux collaborateurs entre 2010 et 2015) .

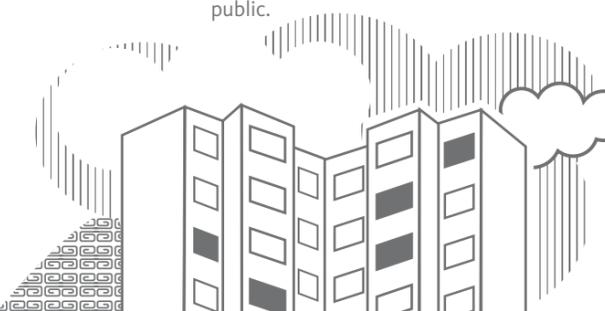
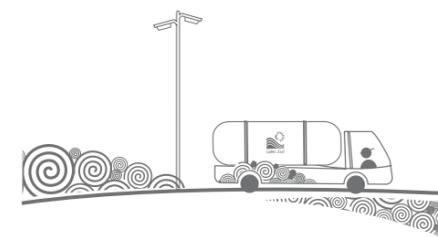
## ISO 27001

•> Le Système d'Information de Lydec reste à la pointe de l'innovation technologique. En 2010, le site central et le site de secours ont été rénovés, conformément aux normes internationales et environnementales (Green IT). Le Système d'Information Géographique (SIG), le SI clientèle et les outils mis à disposition des agents de terrain sont constamment améliorés. Afin de garantir la sécurité de l'information, Lydec a engagé une démarche pour l'obtention de la certification ISO 27001.

## Qualité

•> Lydec a mené de nombreuses actions pour améliorer la qualité de ses chantiers et professionnaliser la gestion des sous-traitants qui réalisent les travaux pour le compte de l'entreprise. Au delà des chantiers liés à ses activités d'exploitation, une attention particulière est portée à deux chantiers d'envergure : le déplacement des réseaux pour le tramway et le chantier de réhabilitation des réseaux de la Médina.

## Proximité



•> Pour plus de proximité et de confiance, Lydec a poursuivi ses actions d'information et ses opérations pédagogiques auprès de ses parties prenantes. Un séminaire annuel avec les médias a été organisé en février 2010 et suivi de plusieurs ateliers pédagogiques pour mieux expliquer les enjeux, les métiers, la facturation, les projets phares... L'entreprise a, en outre, engagé un nouveau cycle de rencontres de proximité avec les arrondissements (élus et techniciens) en présence de la Direction Générale. L'objectif est d'informer les élus des dispositions du contrat de gestion déléguée révisé et de partager avec eux les enjeux globaux et locaux de l'agglomération. Par ailleurs, Lydec investit les nouveaux réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Youtube) pour mieux communiquer avec le grand public.

## Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

Vigeo, leader européen de la notation extra-financière, a audité la performance de Lydec en matière de responsabilité sociale. Le rapport final fait état d'une bonne performance par rapport aux entreprises du secteur, en ce qui concerne les enjeux de Ressources Humaines et d'Engagement Sociétal. Lydec est en ligne avec les pratiques du secteur dans le domaine des droits humains, de l'environnement et de la gouvernance.



## 2010, le développement durable à l'honneur



### Janvier

- > Reconstitution de la certification ISO 9001 V 2008 suite à un audit de suivi mené conjointement par le SNIMA (organe certificateur du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies) et AFAQ AFNOR International.

### Février

- > Signature d'une convention avec l'Université Hassan II et l'ANAPEC pour le lancement d'une formation en alternance dédiée aux métiers de Lydec.
- > Organisation d'une journée de sensibilisation sur le thème «Vers un chantier exemplaire», destinée aux entreprises réalisant des chantiers pour Lydec.
- > Organisation du séminaire annuel avec les médias (regroupant une trentaine de journalistes des supports presse, radio et télévision) pour présenter les projets et les activités de Lydec, et échanger sur les sujets d'actualité.

### Mars

- > Tenue, le 1<sup>er</sup> mars, du Conseil d'Administration ayant pour objet la clôture des comptes, précédé des réunions du comité d'audit et du comité d'éthique. Le Conseil a décidé des modalités de financement de long terme et notamment du lancement d'un emprunt obligataire.

### Avril

- > Contribution de Lydec à la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, dans le cadre de la concertation régionale pour la Région du Grand Casablanca.
- > Lancement par Sa Majesté le Roi des travaux d'infrastructure pour la collecte des eaux usées du secteur Ouest de Casablanca, ainsi que leur transfert vers la station d'El Hank. Le projet s'inscrit dans le cadre de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable.
- > A l'occasion de la Journée Mondiale de la Terre, Lydec a organisé l'exposition «Notre Terre» qui a été visitée par plus de 1 200 élèves.

### Mai

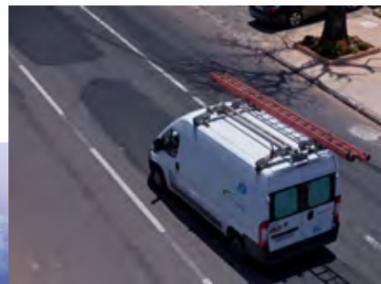
- > Lancement des travaux de la station d'épuration de Médiouna (mise en service prévue en 2012), une première technologique au Maroc. La station permettra de traiter et de réutiliser les eaux usées pour l'irrigation grâce à un procédé membranaire.
- > Signature d'un partenariat avec l'association Espace Point de Départ (ESPOD) et lancement de «GEDES» (Genre et Droits Économiques et Sociaux), un projet prévoyant un cycle de formation pour faciliter aux femmes l'accès au monde du travail et les informer de leurs droits économiques et sociaux.
- > Tenue, le 11 mai, de l'Assemblée Générale qui a approuvé les comptes et le rapport de gestion portant sur l'exercice 2009.

### Juin

- > Accréditation ISO 17025 du Centre de Métrologie de Lydec qui gère le parc des compteurs, une première au Maroc.
- > Lancement des travaux pour la construction d'un nouveau laboratoire d'analyses de la qualité de l'eau potable et des caractéristiques des eaux usées.

### Juillet

- > Émission par Lydec d'un emprunt obligataire sur 15 ans d'un montant de 1,2 milliard de dirhams pour soutenir l'importante politique d'investissement de l'entreprise.
- > Signature d'une convention avec la Direction de la Météorologie Nationale prévoyant un partage d'information et la mise en place d'un système d'alerte en cas d'intempéries.
- > Parrainage de la plage Lalla Meryem à Casablanca pour la 8<sup>ème</sup> année consécutive, en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement et l'arrondissement Anfa. Durant la période estivale, Lydec y a mené plusieurs opérations d'animation dans l'optique de sensibiliser les estivants, notamment les enfants, à la préservation de l'environnement et des ressources.



## Août

- > Constat d'un record, le 11 août : 634 000 m<sup>3</sup> d'eau potable ont été consommés en un jour.
- > Lancement dans les Espaces Services de la commercialisation des Lampes à Basse Consommation (LBC) sous l'impulsion du Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement dans le cadre du PNAP (Plan National d'Actions Prioritaires), accompagné d'une importante campagne de communication.
- > Présentation de la «borne fontaine informatisée», une innovation Lydec conçue pour économiser l'eau dans les quartiers non équipés d'un réseau individuel d'eau potable.

## Septembre

- > Tenue du Conseil d'Administration pour valider les comptes semestriels. La mise en place d'un comité de nomination et de rémunération a notamment été décidée.
- > Sensibilisation à la sécurité routière de 1 400 employés concernés par le risque routier, en prévision de l'entrée en vigueur du nouveau Code de la route au 1<sup>er</sup> octobre 2010.

## Octobre

- > Lancement des premiers lots d'appels d'offres pour les travaux de l'intercepteur côtier du secteur Est de Casablanca.
- > Lancement d'un cycle de rencontres avec les élus d'arrondissements afin de développer les échanges sur les problématiques locales, de recueillir les attentes des arrondissements et de communiquer sur les enjeux, les métiers et les projets portés par l'entreprise.

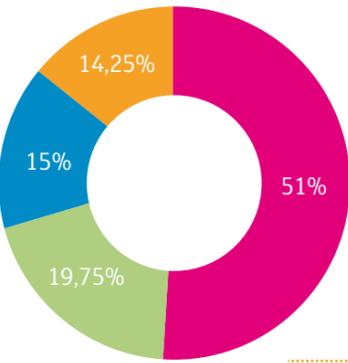
## Novembre

- > Evaluation par Vigeo de la performance de Lydec en matière de responsabilité sociale, selon les critères de l'auditeur et au regard de la norme 26000.
- > Obtention d'une distinction, lors de la cérémonie de remise des trophées Lalla Hasnaa «Plages Propres 2009», pour les efforts réalisés par Lydec en tant que partenaire officiel de la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement.
- > Signature d'une convention entre la Commune Urbaine de Casablanca, l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et Lydec, pour définir les conditions de contribution financière de l'AIMF au projet INDH-Inmae.
- > Intempéries exceptionnelles les 29 et 30 novembre. Supérieures à une pluie de retour centennale, ces précipitations (220 mm en 12h) ont représenté la moitié des précipitations totales d'une année sur Casablanca.

## Décembre

- > Tenue d'un Conseil d'Administration afin d'examiner les prévisions de résultats de l'exercice 2010 et le budget 2011. Le Conseil a par ailleurs adopté un référentiel éthique renforcé.
- > Obtention par Lydec du 1<sup>er</sup> Prix, catégorie Grands Organismes Publics, dans le cadre du Prix National de la Sécurité organisé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies.

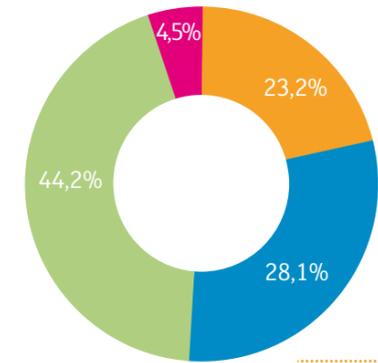
Chiffres clés



- Suez Environnement
- Fipar Holding (CDG)
- RMA Watanya
- Flottant

Actionnariat

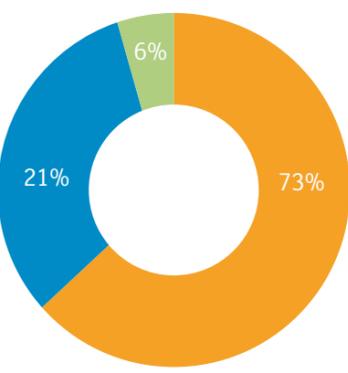
Actionnaire	Montant en MDh	%
Suez Environnement	408	51
Fipar Holding (CDG)	158	19,75
RMA Watanya	120	15
Flottant	114	14,25
<b>Total</b>	<b>800</b>	<b>100</b>



- Électricité & Éclairage public
- Eau
- Assainissement
- Communs

Investissements 2010 en MDh TTC (hors TVA délégataire)

Métier	Montant	%
Électricité & Éclairage public	296	23,2
Eau	358	28,1
Assainissement	564	44,2
Communs	57	4,5
<b>Total</b>	<b>1275</b>	<b>100</b>
Dont financement de Lydec (HT)	540	42,3

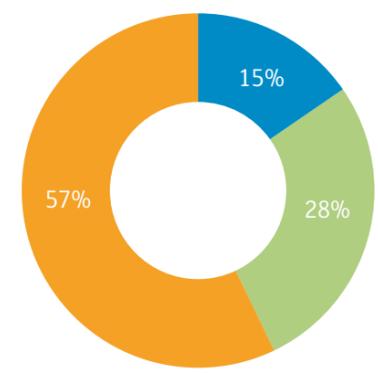


- Électricité & Éclairage public
- Eau
- Assainissement

Ventes de fluides

Métier	Volume* GWh - Mm³	Valeur* MDh
Électricité & Éclairage public	3 514	3 547
Eau	137	1 048
Assainissement	128	317
<b>Total</b>		<b>4 912</b>

\* y compris gratuits.



- Cadre
- Maîtrise
- Exécution

Répartition des effectifs au 31/12/10

Catégorie	Nombre	%
Cadre	503	15
Maîtrise	922	28
Exécution	1 922	57
<b>Total</b>	<b>3 347</b>	<b>100</b>

## Structure de Lydec

Comité de Direction  
Générale au 1<sup>er</sup> juillet 2011

1. **Jean-Pierre ERMENAULT**  
Directeur Général
2. **Abdelali HAITAMI**  
Directeur Général Adjoint
3. **Jean-Noël BARDY**  
Directeur Général Adjoint
4. **Nicolas BARBE**  
Directeur Technique
5. **Abdeljaouad BENHADDOU**  
Directeur des Systèmes  
d'Information
6. **Hamid EL MISBAHI**  
Directeur des Grands Projets
7. **Gérard FAURE**  
Directeur de l'Exploitation  
Électricité et de l'Éclairage Public
8. **Jean-Michel GAUCHET**  
Directeur Coordination et Contrôle
9. **Bouchra GHIATI**  
Directeur de la Communication  
& du Développement Durable
10. **Laure GIRODET**  
Directeur de Fonctions Supports
11. **Cyrille MOUADDINE**  
Directeur Administratif & Financier
12. **Julien PONIATOWSKI**  
Directeur de la Gestion du Contrat
13. **Iqbal TOUMI**  
Directeur des Ressources  
Humaines

## Conseil d'Administration

## Président

**Dominique MANGIN D'OUINCE**  
Suez Environnement

## Vice-Présidents

**Amine BENHALIMA**  
Fipar Holding

**Azeddine GUESSOUS**  
RMA Watanya

## Autres membres

**Zouheir BENSAID**  
RMA Watanya

**Stéphane CORDIER**  
Suez Environnement

**Bernard GUIRKINGER**  
Suez Environnement

**Rachid LAAZIRI**  
Représentant Fipar Holding

**Thierry MALLET**  
Suez Environnement

**Denys NEYMON**  
Suez Environnement

**Fabrice ROSSIGNOL**  
Suez Environnement

## Comité Exécutif

## Président

**Dominique MANGIN D'OUINCE**  
Suez Environnement

## Membres

**Amine BENHALIMA**  
Fipar Holding

**Jean-Pierre ERMENAULT**  
Lydec

**Azeddine GUESSOUS**  
RMA Watanya

La gestion déléguée, un contrat  
qui évolue pour mieux accompagner  
la ville

Avec le système de gestion déléguée, la collectivité confie au secteur privé la gestion des services et la réalisation des investissements. Assurant le contrôle permanent des services délégués, elle conserve donc son patrimoine, ainsi que la responsabilité de fixer la nature et l'importance des objectifs à atteindre.

Le 27 avril 1997, l'Autorité Délégante (la Communauté Urbaine de Casablanca), l'Autorité de Tutelle (le Ministère de l'Intérieur) et le Délégataire (Lydec) ont signé un contrat de gestion déléguée des services de distribution d'eau et d'électricité, ainsi que du service d'assainissement liquide dans la Région du Grand Casablanca. Ce contrat, premier du type dans le Royaume, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1997, pour une durée de 30 ans.

La révision des conditions techniques et économiques du contrat de gestion déléguée a été entamée en 2006 pour aboutir, en mai 2009, à la signature d'un avenant qui intègre les nouveaux besoins et enjeux de l'agglomération. Grâce à cet accord qui a satisfait toutes les parties prenantes, le partenariat avec l'Autorité Délégante a pris un nouveau cap. C'est par ce même avenant que la gestion de l'éclairage public a été confiée à Lydec.

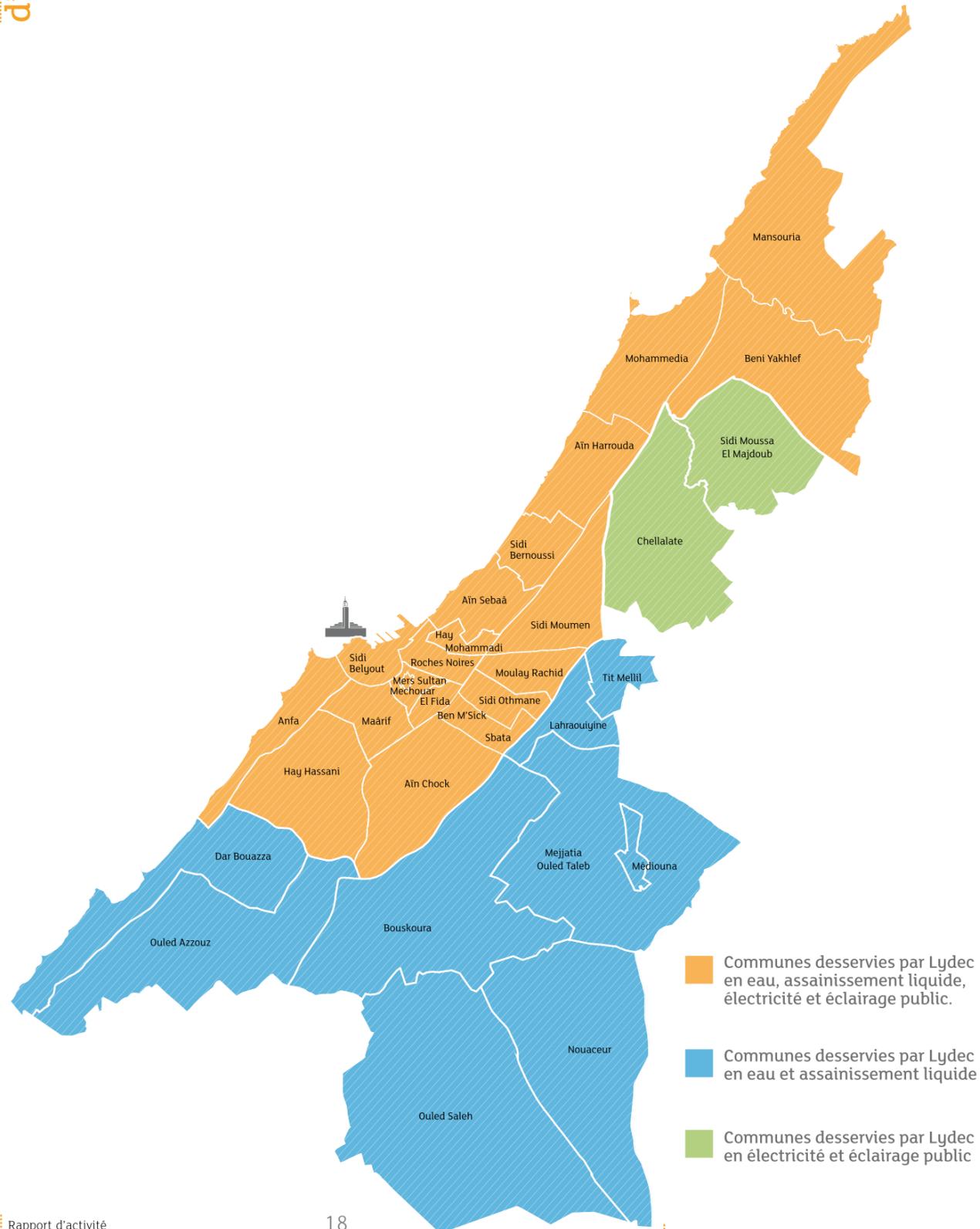
S'inscrivant dans une démarche d'amélioration continue, l'entreprise initie dès lors la mise à niveau de l'exploitation des activités et des infrastructures d'eau potable, d'électricité et d'assainissement, essentielles au confort des habitants et à l'activité des entreprises. Elle s'engage en parallèle dans une dynamique de satisfaction client et améliore la qualité des services à la clientèle.

La gestion déléguée au service des  
collectivités

Face aux enjeux de développement des agglomérations, la gestion déléguée est un modèle de gestion des services urbains que de nombreuses métropoles à travers le monde ont choisi. Cette gestion est déléguée à un opérateur privé qui réalise les investissements liés à l'entretien et l'extension des infrastructures. Pour les collectivités, la gestion déléguée est une solution qui permet de bénéficier du savoir-faire et de l'expertise d'un opérateur privé (notamment dans les domaines techniques), tout en conservant son patrimoine et en gardant le contrôle sur les décisions stratégiques de la ville. Dans ce type de contrat, les Autorités décident des programmes d'investissements sur proposition du délégataire et fixent les tarifs.

## Périmètre d'intervention de Lydec sur la Région du Grand Casablanca

- > Distribution d'eau et d'électricité
- > Services d'assainissement liquide et d'éclairage public



- Communes desservies par Lydec en eau, assainissement liquide, électricité et éclairage public.
- Communes desservies par Lydec en eau et assainissement liquide
- Communes desservies par Lydec en électricité et éclairage public

## Quelques projets phares 1997-2010

**D**epuis 1997, répondant à ses engagements contractuels en tant que Délégataire, Lydec a mené d'importants projets pour mettre à niveau les infrastructures et desservir les villes nouvelles. Intégrés aux schémas directeurs, ces projets ont constitué un socle essentiel pour le développement de l'agglomération de Casablanca.

1997 >>> 2010 >>>

Certains projets, notamment le renforcement et la sécurisation de la distribution d'eau potable et d'électricité, ont permis d'améliorer la continuité et la qualité des services. En parallèle, le renouvellement et l'extension du réseau d'éclairage public ont apporté davantage de sécurité dans différents quartiers de la ville. Quant aux réalisations dans le domaine de l'assainissement, qui forment la part la plus importante des investissements, elles ont contribué à la construction d'un meilleur cadre de vie pour les habitants.

Eau potable

Assainissement

Électricité

Éclairage public



**1997/2010 Région du Grand Casablanca**  
Renforcement et renouvellement des réseaux et des infrastructures d'eau potable.  
**663 MDh**

**Région du Grand Casablanca**  
Extension du réseau et branchements sociaux (Opérations Branchements Bleus et INDH-Inmae)  
**132 MDh**

**2003 Ben Yakhlef**  
Construction d'un réservoir de 2 000 m<sup>3</sup> pour renforcer l'alimentation en eau potable du secteur.  
**7 MDh**

**2003/07 Nouaceur**  
Construction d'un réservoir de 10 000 m<sup>3</sup> et pose de 12 km de conduites pour renforcer l'alimentation en eau potable de la ville.  
**30 MDh**

**2005 Ouled Haddou et Médiouna**  
Sécurisation de l'alimentation en eau potable de la zone, avec renforcement de la liaison entre les réservoirs Ouled Haddou 160 et Médiouna 140.  
**12 MDh**

**2006 Anassi**  
Pose de 4 km de conduites pour renforcer l'alimentation en eau potable du secteur.  
**16,8 MDh**

**2007 Bouskoura - Ouled Saleh**  
Construction d'un réservoir de 5 000 m<sup>3</sup> afin de renforcer et sécuriser l'alimentation en eau potable de la zone.  
**14,5 MDh**

**2009 Mohammedia**  
Construction du réseau d'eau potable de la centrale thermique ONE.  
**3,5 MDh**

**Région du Grand Casablanca**  
Déviation des réseaux dans le cadre du projet Tramway de Casablanca.  
**18 MDh**

**Dar Bouazza**  
Pose d'une conduite DN 600 pour renforcer l'alimentation en eau potable de la zone.  
**25 MDh**

**2010 Oulfa - Hay Hassani**  
Pose d'une conduite DN 600 pour renforcer l'alimentation en eau potable de la zone.  
**8 MDh**

**Lahraouiijine**  
Extension du réseau d'eau potable en vue d'alimenter la Zone Urbaine Nouvelle.  
**53 MDh**

**1998 Mohammedia Est**  
Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose de conduites et leur raccordement au réseau d'assainissement de la ville.  
**68 MDh**

**1999 Quartier El Fida**  
Réalisation du canal de délestage du Collecteur Ouest.  
**180 MDh**

**1998/99 Aïn Diab et Hay Hassani**  
Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose de conduites et leur raccordement au réseau d'assainissement de la ville.  
**60 MDh**

**2000 Bouskoura**  
Pose de conduites de refoulement, ainsi que de deux stations de pompage pour évacuer les eaux usées et pluviales vers le réseau de Sidi Maârouf.  
**44 MDh**

**2002 Oulfa-Dar Bouazza Est**  
Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose de conduites et leur raccordement au réseau d'assainissement de la ville.  
**40 MDh**

**2003 Mohammedia**  
Construction du canal de délestage de l'oued El Maleh pour drainer les eaux de crue vers la mer.  
**70 MDh**

**2005 Nouaceur**  
Pose de 6,2 km de collecteurs et d'une station de pompage pour collecter les eaux pluviales de la zone industrielle SAPINO et les transférer vers l'oued Bouskoura.  
**240 MDh** (cofinancés par le Ministère du Commerce et de l'Industrie et Lydec)

**2005/07 Californie - Aïn Chock**  
Réalisation des réseaux de collecte, respectivement pour les eaux usées et pluviales, d'un bassin d'orage et de 4,5 km de conduites pour le transfert vers Sidi Maârouf.  
**24 MDh**

**2009/10 Madinat Errahma**  
Construction d'une station de pompage et d'une conduite de refoulement pour évacuer les eaux usées vers le réseau Oulfa.  
**25 MDh**

**2010 Mansouria, Ben Yakhlef, Aïn Diab et Dar Bouazza**  
Extension du réseau d'assainissement aux nouveaux quartiers.  
**82 MDh**

**Aïn Chock**  
Construction du bassin d'orage Derb Diwane (11 000 m<sup>3</sup> de stockage) pour disposer d'une capacité de stockage en cas de fortes pluies.  
**43 MDh**

**Mansouria**  
Construction des stations de pompage de Pont Blondin et Oubaha pour évacuer les eaux usées de la zone.  
**18,3 MDh**

**Casablanca**  
Construction d'une station de relevage pour évacuer les eaux pluviales de la trémie du Bd Roudani.  
**4 MDh**

**1997/2010 Région du Grand Casablanca**  
Réhabilitation et renforcement des postes de distribution publique et passage de 5,5 kV à 20 kV.  
**135 MDh**

**Région du Grand Casablanca**  
Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau Moyenne Tension.  
**483 MDh**

**Région du Grand Casablanca**  
Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau Basse Tension.  
**425,7 MDh**

**2000 Sidi Othmane**  
Construction d'un poste source pour sécuriser l'alimentation électrique de la zone.  
**43 MDh**

**2001/05 Région du Grand Casablanca**  
Électrification de douars et bidonvilles.  
**13,5 MDh**

**2002 Casablanca**  
Réhabilitation des postes sources Chavigné et Abbé de l'Épée pour passer d'une tension de 5,5 kV à 20 kV et permettre leur commande à distance à partir du BCC.  
**67,4 MDh**

**2004 Dar Bouazza**  
Construction d'un nouveau poste source pour renforcer et sécuriser l'alimentation électrique de Aïn Diab.  
**116 MDh**

**Casablanca**  
Réalisation du Bureau Central de Conduite (BCC), et équipement des postes de distribution publique d'électricité, ainsi que des stations d'eau potable et d'assainissement d'outils de télécommande.  
**107,5 MDh**, dont 48 pour le BCC.

**Poste source Laâyoune**  
Réhabilitation et équipement du poste source Laâyoune (Aïn Sebaâ, route de Zenata, Sidi Bernoussi) pour permettre sa télégestion à partir du BCC.  
**26 MDh**

**2005 Ouled Haddou**  
Réhabilitation et équipement du poste source Ouled Haddou pour permettre sa télégestion à partir du BCC.  
**30,6 MDh**

**2008 Aïn Harrouda**  
Construction d'un nouveau poste source pour sécuriser l'alimentation électrique de la zone de Mohammedia / Aïn Harrouda et alimenter la ville nouvelle de Zenata.  
**215 MDh**

**2009/10 Région du Grand Casablanca**  
Installation de la compensation d'énergie réactive dans les postes sources en vue d'économiser de l'énergie.  
**24 MDh**

**2010 Casablanca**  
Lancement des travaux de réhabilitation du poste source Camiran pour passer d'une tension de 5,5 kV à 20 kV et permettre sa télégestion à partir du BCC.  
**34,8 MDh**



**2004/10 Région du Grand Casablanca**  
Renforcement et réhabilitation du réseau d'éclairage public.  
**253 MDh**

**2009 Casablanca**  
Réhabilitation du réseau d'éclairage public du boulevard Massira Al Khadra et du stade Mohammed V.  
**22 MDh**

**2009/10 Région du Grand Casablanca**  
Opération de contrôle des candélabres.  
**1,3 MDh**

## Une impulsion marquée pour faire face aux nouveaux enjeux de l'agglomération

Avec des investissements en hausse de 42% par rapport à 2009, Lydec poursuit son ambitieux programme dont l'objectif est d'accompagner le développement de la Région du Grand Casablanca. Entre août 1997 et décembre 2010, Lydec a investi 9,9 milliards de dirhams dont 5,4 financés par l'entreprise.

**E**rigé en priorité, l'assainissement liquide a représenté 35% du total des montants investis. Ces investissements ont eu pour objectif d'améliorer le taux de desserte (extension et renforcement du réseau), de diminuer les risques de débordement en cas de précipitations et de réaliser des projets de dépollution.

Représentant 32% du montant total investi, les investissements engagés pour l'activité électricité ont permis de répondre à l'accroissement de la demande, de renforcer le renouvellement des infrastructures et de déployer des actions en vue d'économiser l'énergie.

Les investissements dédiés aux moyens communs, dont la part s'établit à 9,5%, ont eu pour objectif d'élever la qualité du service client (aménagement et équipement des agences, développement de nouveaux services), d'améliorer les conditions de travail et de doter l'entreprise de moyens techniques et informatiques performants.

L'activité eau potable représente quant à elle 23,5% du total des montants investis. Ces investissements ont été dédiés au renforcement des moyens de contrôle de la qualité de l'eau et à l'amélioration du taux de desserte. Ils ont aussi visé à économiser la ressource eau, dont la préservation constitue un enjeu national.

### Investissements cumulés 1997 – 2010

en MDh TTC (hors TVA déléguée)

Métiers	Montant en MDh	%
Électricité et Éclairage public	3 164	32
Eau	2 344	23,5
Assainissement	3 446	35
Communs	946	9,5
<b>Total</b>	<b>9 900</b>	<b>100</b>
<b>Dont financement Lydec</b>	<b>5 395</b>	<b>54</b>

## Activités 2010

### Investissements et activités sectorielles



## Premiers résultats du plan d'actions 2010-2015 pour la préservation de la ressource eau

Les actions engagées pour traquer les pertes d'eau potable dans le cadre de l'effort national pour la préservation des ressources ont démontré leur efficacité. En parallèle, la qualité de l'eau reste au cœur des priorités de l'entreprise avec un renforcement constant du dispositif de contrôle.

### Investissements 2010

**361 MDh** investis dont 149 par Lydec, 120 sur fonds de travaux et 92 sur financement des tiers.

### Chiffres clés 2010

**65 527** compteurs posés et changés ;

**2 751** branchements exécutés dont 55 gros calibres ;

**9 km** de canalisations posées en extension et **119 km** dans des lotissements et travaux INDH ;

**52 km** de canalisations réhabilitées et renforcées ;

**26 173** fuites réparées sur le réseau (feeders, canalisations, branchements et dispositifs de comptage).

### Économie de la ressource

Fortement engagée dans une démarche d'économie de la ressource, Lydec déploie depuis 2007 plusieurs approches et techniques innovantes. Une nouvelle stratégie de recherche de fuites, appelée «sectorisation périodique», consiste à découper le réseau en petits secteurs pour mieux déceler les zones où se situent les fuites lors de la surveillance des débits nocturnes. Testée en 2009 dans l'ancienne médina, la méthode a été appliquée courant 2010 à tout le littoral de Casablanca, de Aïn Diab à Sidi Bernoussi, ce qui représente près de 50% du réseau.

Lydec poursuit aussi ses opérations d'écoute des réseaux de desserte, effectuées généralement de nuit. Ceci a permis de détecter et de réparer en 2010 plus de 1 000 fuites invisibles. Au niveau des branchements et des compteurs des clients, ce sont 25 000 fuites qui ont été identifiées et traitées au cours de l'année. Certaines interventions ont été réalisées

de nuit pour ne pas gêner les clients et les automobilistes.

Autre action menée dans le cadre du plan de lutte contre les pertes d'eau : Lydec a révisé en 2010 ses principes de renouvellement des branchements et des compteurs de gros diamètres. Il est ainsi prévu d'équiper en 2011 les 100 plus grands clients de débitmètres électromagnétiques, en remplacement des compteurs mécaniques classiques, pour une mesure encore plus précise des consommations d'eau.

### Exploitation durable des réseaux

En parallèle, Lydec développe une nouvelle expertise dans le diagnostic structurel des conduites d'eau potable. Les inspections menées par les équipes, complétées par des modélisations, donnent une vision précise de l'état du patrimoine. Ces données servent ensuite à définir une stratégie durable de renouvellement du réseau, ainsi que les priorités d'investissement.

# 25 000

fuites sur branchements et compteurs ont été identifiées et traitées au cours de l'année 2010.

Pour porter cette stratégie, Lydec a mis en place en 2010 la Direction du Patrimoine.

Outre le volet expertise, Lydec utilise différentes techniques pour améliorer le rendement du réseau d'eau potable. Déployée à partir de 2004, la régulation de pression permet de réaliser d'importantes économies d'eau : sa mise en place au niveau de l'étage 85 (centre-ville) fait économiser, à elle seule, 12 000 m<sup>3</sup> chaque jour.

En 2010, les travaux pour la régulation de l'étage 140 ont été achevés, ce qui revient à économiser 9 000 m<sup>3</sup>/jour par rapport à 2009, soit la consommation quotidienne d'une ville de 80 000 habitants. En 2010, une nouvelle étape a débuté avec le lancement des travaux de régulation de pression des quartiers hauts de Aïn Sebaâ et Sidi Bernoussi (mise en service prévue au premier semestre 2011).

L'ensemble des investissements réalisés et des actions engagées a déjà permis de récupérer 2% de rendement sur le réseau d'eau potable entre 2009 et 2010. A fin décembre 2010, le taux de rendement du réseau d'eau potable s'élevait à 74,6%.

# 12 000 m<sup>3</sup>/j

d'eau potable sont économisés grâce à la régulation de l'étage 85.

### Un dispositif de contrôle renforcé

Distribuer une eau potable de qualité à l'ensemble des clients fait partie des missions fondamentales de Lydec. C'est pourquoi la conformité de l'eau à l'entrée et à la sortie des réservoirs est surveillée 24h/24 et 7j/7 à partir du Bureau Central de Conduite. Des paramètres tels que la turbidité, le chlore et la température sont notamment contrôlés. Ces contrôles concernent aussi toute la chaîne de distribution : des échantillons sont analysés tous les jours à travers 168 points de prélèvement répartis sur l'ensemble de la Wilaya du Grand Casablanca.

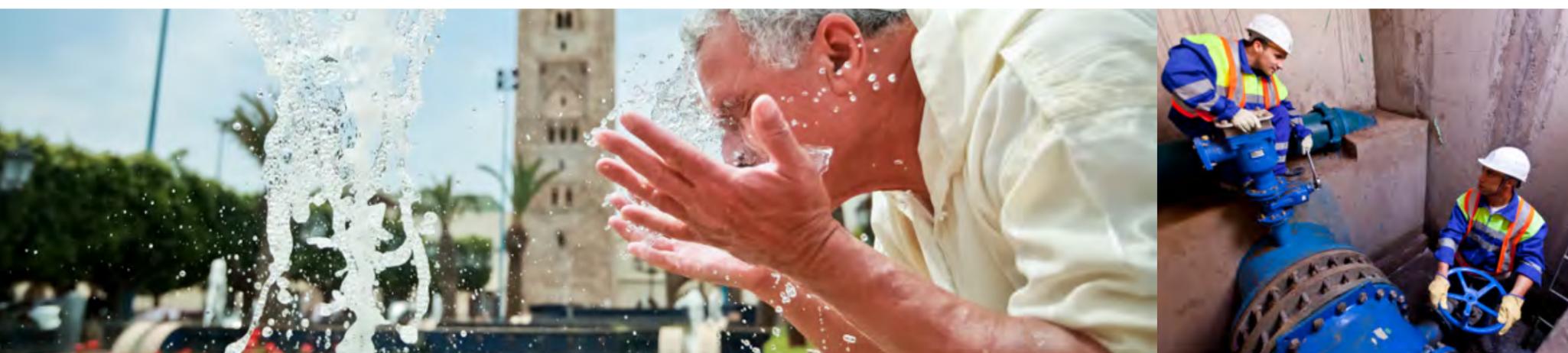
En 2010, le laboratoire d'eau potable de Lydec a réalisé près de 82 000 analyses (de type bactériologique, physico-chimique...) suivant les normes marocaines, avec une fréquence de 30% supérieure aux exigences légales. Le taux de conformité a atteint 99,98% pour la bactériologie, et 99,94% pour l'ensemble des paramètres. Pour renforcer ce dispositif de contrôle, Lydec a lancé

# 82 000

analyses d'eau potable ont été effectuées en 2010.

au cours du second semestre 2010 les travaux d'aménagement du nouveau laboratoire d'analyses de la qualité des eaux, qui sera équipé d'un matériel de pointe. Outre le contrôle de la qualité de l'eau potable, le laboratoire réalisera aussi des analyses des eaux usées, notamment pour surveiller les rejets issus des industries ou des stations d'épuration.

Au-delà du respect des normes sanitaires, Lydec veille à améliorer le goût de l'eau pour mieux répondre aux attentes de ses clients. L'entreprise a lancé en 2010 des travaux de recherche sur le phénomène de variation saisonnière des paramètres organoleptiques. Les résultats de ces études seront partagés avec les producteurs ONEP et SEOER, afin de réfléchir aux filières de traitement qui pourraient compléter les installations actuelles de production.



## L'infrastructure du réseau d'eau potable se compose de :

- > 29 réservoirs et châteaux d'eau totalisant 624 330 m<sup>3</sup> de stockage ;
- > 19 stations de pompage ;
- > 64 pompes ;
- > 4 541 km de réseau.

## Des projets antipollution structurants et une forte mobilisation des équipes lors des intempéries.

Au cœur de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable, la protection de l'environnement constitue l'un des principaux défis urbains pour la prochaine décennie. L'assainissement liquide occupe à ce titre le 1<sup>er</sup> rang des investissements de Lydec. Cet enjeu est devenu d'autant plus important que des intempéries régulières mettent à l'épreuve le réseau et les infrastructures.

### Investissements 2010

**564 MDh** investis dont 184 par Lydec, 116 sur fonds de travaux et 264 sur financement des tiers.

### Chiffres clés 2010

**407 km** de réseau secondaire et tertiaire curés ;

**3 271 m<sup>3</sup>** de sédiments extraits des canalisations ;

**69 km** de canalisations posées par les tiers en lotissements ;

**23 km** de canalisations renouvelées et renforcées, et **4 km** de canalisations posées en extension.

### Plusieurs chantiers d'envergure menés de front

Plusieurs projets phares ont été initiés en 2010 :

- > les travaux pour le transfert des eaux usées de la commune de Dar Bouazza vers la station El Hank ont été lancés le 5 avril 2010 par Sa Majesté le Roi. D'un montant global de 335 millions de dirhams TTC, le projet s'étalera sur trois ans. A terme, seront construits : 42 km de réseau, dix stations de relèvement et huit ouvrages de rejet en mer pour les eaux pluviales ;
- > les travaux de la station d'épuration de Médiouna ont été lancés en mai pour une mise en service prévue en avril 2012. Dimensionnée pour 40 000 habitants, elle sera dotée des toutes dernières technologies membranaires permettant de traiter les eaux usées en vue d'une réutilisation pour l'irrigation ;

- > dans le cadre du projet de dépollution de la côte Est de Casablanca (située entre le port de Casablanca et Mohammedia), l'étude et le lancement des premiers appels d'offres pour la réalisation des intercepteurs et de l'émissaire marin de Sidi Bernoussi ont été initiés. L'objectif du projet est d'intercepter les rejets d'eaux usées, de les prétraiter et de les rejeter à travers un émissaire marin, à l'instar du système de dépollution du littoral Ouest dont les eaux usées sont interceptées et dégrillées à la station El Hank ;
- > la construction de deux stations de pompage (Pont Blondin et Oubaha) afin d'assurer l'évacuation des eaux usées de Mansouria et le lancement des travaux pour deux autres stations dédiées à la Zone Urbaine Nouvelle de Lahraouiyine ont débuté cette année.

**2 400**

enquêtes sur les rejets industriels ont été menées cette année par Lydec.

### Prévention et maintenance continues

Lydec veille au bon fonctionnement des réseaux d'assainissement et mène de multiples actions préventives pour entretenir les ouvrages et renforcer la capacité de transfert du système de collecte des eaux usées et pluviales.

En 2010, ces actions ont porté sur :

- > l'inspection et le nettoyage de tous les ouvrages spécifiques du territoire de la gestion déléguée (stations de relèvement, dessableurs, déversoirs d'orage, bassins de régulation des eaux pluviales, exutoires en mer) ;
- > l'inspection télévisée ou pédestre de 298 km de collecteurs pour détecter les anomalies et planifier les opérations de renouvellement ;
- > le curage hydraulique de 498 km de collecteurs tertiaires dont 263 ont été curés préventivement ;
- > le curage manuel et mécanique de 8 km de collecteurs principaux et de 73 000 ouvrages de réception (grilles et avaloirs) des eaux pluviales ;
- > la réhabilitation et le renouvellement de 23 km du réseau d'assainissement.

### Contrôle des rejets industriels

Lydec a renforcé cette année les contrôles des rejets industriels en réalisant plus de 2 400 enquêtes et en assurant 114 opérations d'assistance technique personnalisée. En 2010, 540 nouveaux industriels se sont engagés à contrôler la qualité de leurs effluents dans le cadre de conventions de rejets.

**910**

agents ont été mobilisés pour intervenir sur le réseau d'assainissement lors des intempéries du 29 et 30 novembre 2010.

### Une gestion de crise efficace lors des intempéries de fin novembre

Casablanca a connu dans la nuit du 29 au 30 novembre le plus fort niveau de pluies journalières jamais enregistré au Maroc, bien supérieur à la capacité d'évacuation du réseau de la ville. Les précédents records sur la ville ont largement été dépassés avec un cumul de précipitations sur 24h équivalent à 50% du total annuel habituel. L'ensemble du territoire a été touché. L'oued Bouskoura est sorti de son lit et a inondé les quartiers riverains (de la route d'El Jadida à Beauséjour). Plusieurs bassins d'orage ont débordé et plusieurs quartiers non équipés ont été inondés. L'élévation du niveau de la nappe phréatique et les ruissellements ont, en outre, provoqué l'inondation de sous-sols et de nombreux postes de distribution publique d'électricité.

Mobilisées dès l'annonce des pluies, les équipes sont intervenues sur les points critiques et les ouvrages d'évacuation dans des conditions exceptionnelles. Elles se sont attelées à faciliter l'écoulement des eaux (ouverture des tampons de regards, dégagement des ordures et gravas apportés par les ruissellements, pompage des trémies...) et à intervenir, en appui à la Protection Civile dans les zones non équipées, en pompant 350 000 m<sup>3</sup> dans 16 douars à Casablanca. En ce qui concerne l'assainissement, près de 710 collaborateurs de Lydec (sur les 1 200 mobilisés) et 200 agents d'entreprises sous traitantes ont été déployés sur le terrain avec 19 hydrocureuses et 50 moto-pompes.

Suite à cette crise, plusieurs décisions ont été prises. Sur le court terme, Lydec renforcera la capacité de pompage à l'échelle de la ville, ainsi que les moyens d'intervention de proximité (pompes et groupes électrogènes) dans les zones à risque. De leur côté, les autorités prévoient d'intensifier les actions de mise en conformité avec les règles de l'urbanisme, telles que l'interdiction de construire en zone inondable, la suppression des rampes d'accès aux trottoirs ou la mise aux normes des sous-sols (installation de pompe et de clapet anti-retour...).

Conjointement avec les autorités, Lydec a adapté le programme d'investissement à court terme (horizon 2015) en fonction des nouvelles priorités résultant de cette crise. De nouveaux projets devant renforcer le réseau d'assainissement en zones inondables (pont Moulay Ismail, Hay Sadri, Lahraouiyine...) seront ainsi inclus dans le programme contractuel, générant des besoins supplémentaires en financement, de l'ordre de 1,8 milliard de dirhams hors taxes.

Lydec met par ailleurs l'accent sur la nécessité de prendre en charge le risque de crue de l'oued Bouskoura dans le cadre d'un dispositif régional, incluant l'ensemble des parties prenantes.

### L'infrastructure de l'assainissement se compose de :

- > 68 stations d'eaux usées dont 2 stations de prétraitement ;
- > 164 pompes ;
- > 4 130 km de collecteurs.



## Une alimentation électrique sécurisée et maîtrisée

La Marina, le Morocco Mall, Anfa Place, l'Agence pour l'Urbanisme et le Développement d'Anfa (AUDA), la ville nouvelle de Zenata... de nouveaux projets d'urbanisme voient le jour dans l'agglomération du Grand Casablanca. Pour les accompagner et anticiper une demande croissante, Lydec renforce et restructure le réseau électrique. En parallèle, l'entreprise met en place des actions afin de mieux maîtriser l'énergie.

### Investissements 2010

**245 MDh** investis dont 151 par Lydec, 35 sur fonds de travaux et 59 sur financement des tiers.

### Chiffres clés 2010

**21 572** compteurs posés dont 68 Moyenne Tension numériques ;

**19 km** de câbles Basse Tension posés dans les lotissements ;

**73 km** de câbles Basse Tension renforcés ou renouvelés ;

**12 km** de câbles Basse Tension posés en extension ;

**59 km** de câbles Moyenne Tension posés en renforcement, renouvellement et changement de tension ;

**56** nouveaux postes de distribution publique pour une puissance de 30 MVA et **10** postes clients pour 5 MVA.

### Renouveler et renforcer l'infrastructure

Anticipant l'évolution urbaine et démographique de la Région du Grand Casablanca à horizon 2017, le schéma directeur du réseau électrique Moyenne Tension a été finalisé en juin 2010 sur le périmètre de la gestion déléguée. Il prévoit le renforcement et le renouvellement du réseau Moyenne Tension et de certains ouvrages d'infrastructure. Ceci afin de répondre à l'augmentation de la demande en énergie, d'améliorer la qualité de service et de renforcer la sécurité d'alimentation.

Dans le cadre des travaux préconisés par le schéma directeur, Lydec a mené en 2010 les actions suivantes :

- > le renouvellement et le renforcement du poste source Camiran, construit dans les années 60 et situé à proximité du centre-ville. Les installations sont

désormais reliées au Bureau Central de Conduite (BCC) grâce à des automates de surveillance. L'infrastructure a également été renforcée afin de fournir davantage de puissance (deux transformateurs de 40 MVA ont remplacé les anciens de 10 MVA). Enfin, le poste source Camiran a été équipé pour distribuer une tension de 20 kV. Cela permettra d'engager les travaux de changement de tension de 5,5 kV en 20 kV sur toute sa zone d'alimentation ;

- > le doublement de la puissance du poste source Zenata pour atteindre 40 MVA et répondre à la demande de la ville nouvelle. Ce transformateur permet en outre de nouvelles connexions avec les postes sources mitoyens et renforce ainsi la sécurité d'alimentation dans la zone ;
- > la pose de 50 km de câble pour le renouvellement et le renforcement



# 40 MVA

c'est la nouvelle puissance des postes sources Camiran et Zenata. Leur puissance a été doublée afin de répondre à l'accroissement de la demande.

du réseau Moyenne Tension (à Sidi Belyout, Aïn Diab, Hay Hassani et une partie de la zone de Ferrara, Aïn Harrouda, Aïn Chock, Sbata et Sidi Moumen) ;

- > la poursuite des travaux de renouvellement et de modernisation du Bureau Central de Conduite. Ce nouveau système, opérationnel à partir de mars 2011, sera relié au Système d'Information Géographique (SIG) et permettra de visualiser encore plus précisément les quartiers.

### La qualité de service, une préoccupation constante

Le nombre d'interruptions de service constatées à fin 2010, hors intempéries des 29 et 30 novembre, est resté sensiblement identique à celui de 2009 (324 contre 329 en 2009). Le délai de rétablissement moyen en 2010 est de 12,5 minutes pour 75% des clients coupés. Ce délai, s'est amélioré de 1 minute par rapport à 2009. En 2010, le rendement électricité de Casablanca a atteint 93,6 %. Un taux que Lydec veille à maintenir, voire à améliorer, en testant de nouvelles démarches.

Avec le raccordement de projets importants tels que la Marina, le Morocco Mall, Anfa Place ou l'AUDA, le niveau de transit dans le réseau augmentera fortement ces prochaines années. Lydec devra donc poursuivre le renforcement des ouvrages pour améliorer la qualité de service et la sécurité de l'alimentation électrique.

# 500 000 10 000

clients ont bénéficié au moins une fois du bonus «-20% -20%»

### Encourager les clients à optimiser leur consommation

Dans le cadre de sa participation au Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP), Lydec a lancé en août 2010 le programme de généralisation des Lampes à Basse Consommation (LBC). Les clients particuliers ont ainsi bénéficié de LBC à tarifs et conditions de règlement préférentiels, tout en étant sensibilisés aux économies d'énergie.

Lydec a par ailleurs continué à déployer des actions de sensibilisation et de communication autour de la maîtrise des consommations d'électricité. Grâce à ces actions, plus de 500 000 clients ont bénéficié au moins une fois en 2010 du bonus «-20% -20%», accordé aux clients ayant réduit leur consommation d'au moins 20% par rapport à 2009. Le montant de ces bonus accordés par l'Etat a atteint 28 MDh en 2010.

Sur le plan interne, Lydec optimise ses propres consommations à travers une démarche qui mobilise l'ensemble des collaborateurs. Sur ses sites techniques, Lydec procède à une adaptation des ouvrages les plus consommateurs (ex : installation de batteries de condensateurs sur les postes sources, modification des pompes des postes de relevage, etc.). Le réseau d'éclairage public a aussi été rationalisé, avec une consommation restée stable malgré l'extension du réseau.

### Une crise gérée sans incident

Les inondations qui ont suivi les intempéries exceptionnelles du 30 novembre ont impacté le service de distribution électrique dans le centre-ville durant plusieurs jours. A l'origine de cette perturbation historique, la coupure suite aux inondations de 800 postes de distribution publique sur les 4 597 gérés par Lydec.

720 postes ont été remis en service très rapidement. Les interventions lourdes ont concerné 119 postes situés principalement au centre-ville, dont 86 en sous-sol. En parallèle, 47 postes ont été coupés par mesure de sécurité, suite à la crue de l'oued Bouskoura. Une extrême vigilance a été accordée à la sécurité des interventions sur le réseau : près de 10 000 manœuvres particulièrement techniques (nécessitant des consignations) se sont ainsi déroulées sans incident.

## L'infrastructure de l'électricité se compose de :

- > 10 postes sources HT/MT d'une puissance de 1 370 MVA ;
- > 3 050 postes de distribution publique MT/BT d'une puissance de 1 215 MVA ;
- > 1 672 postes clients d'une puissance de 1 093 MVA ;
- > 2 260 km de réseau MT.

## Un réseau d'éclairage public de plus en plus maîtrisé

L'éclairage public améliore le cadre de vie des habitants et contribue tout particulièrement à la sécurité publique. Ayant intégré ce 4<sup>ème</sup> métier en mai 2009, Lydec lui applique les mêmes exigences de performance que celles déployées dans ses autres activités.



**8 300**  
interventions de  
maintenance préventive

**50 km**  
de câbles souterrains  
renouvelés

**2 000**  
candélabres ont été  
contrôlés sur leur  
résistance

### La sécurité des équipements : un enjeu majeur

Lydec est particulièrement attentive à la sécurité des ouvrages et des équipements. En matière d'éclairage public, les principaux risques sont l'électrocution ou la chute de candélabres (suite à un accident de la route ou aux intempéries, par exemple). Pour prévenir ces risques, un diagnostic complet de l'état du réseau de candélabres a été effectué, afin de dresser les priorités pour les travaux et le renouvellement.

Pour compléter l'inspection visuelle, Lydec a testé la résistance mécanique de 2 000 candélabres. Déployée de manière progressive sur tout le réseau, cette opération a débuté en 2009 et s'est poursuivie en 2010.

Les tests effectués sur des sites définis, en concertation avec les autorités (notamment à proximité des écoles et des lieux de culte), ont révélé que 6% des candélabres présentaient des risques majeurs pour la sécurité et que 11% comportaient des défauts de fixation. Suite à ce constat, les travaux nécessaires ont été réalisés.

### L'éclairage public, partie prenante du développement durable

Malgré un niveau d'éclairage en sensible progression, la consommation d'énergie liée à l'éclairage public est restée relativement stable en 2010, avec une hausse de 1,2% essentiellement due aux extensions du réseau. Cette performance est le résultat des actions engagées afin d'économiser davantage d'énergie.

Poursuivant ses efforts en 2010, Lydec a testé et étudié la mise en place de stabilisateurs de tension. Ces appareils permettent de diminuer jusqu'à 30% la consommation d'énergie d'un boulevard ou d'un ensemble de rues en régulant de manière adaptée la tension électrique.

### Investissements 2010

**51 MDh** investis dont 45 sur fonds de travaux et 6 sur financement des tiers.

### Chiffres clés 2010

**4 748** points lumineux changés ou réhabilités ;

**8 999** nouveaux candélabres et luminaires posés.

### Une activité en plein essor

Lydec a recensé sur son Système d'Information Géographique (SIG) la totalité des points lumineux de Casablanca et Mohammedia. Chaque candélabre porte un numéro de référence qui facilite son identification et le suivi de maintenance en cas de besoin de dépannage. La numérisation du réseau électrique qui alimente ces points sera achevée en 2011 et facilitera l'identification des candélabres impactés en cas d'anomalie ou de coupure sur le réseau.

En 2010, 8 300 interventions de maintenance préventive ont été réalisées. Elles ont concerné 220 armoires de commandes, 2 300 candélabres, 2 100 consoles sur façade et 6 500 luminaires. En parallèle, plus de 50 km de câbles souterrains ont été renouvelés et plus de 13 km de voies publiques non éclairées ont été équipés.

Innovation intéressante, la technologie des Courants Porteurs en Ligne (CPL) a été introduite pour gérer l'éclairage public. Elle permet à un appareil d'envoyer des signaux d'informations par les câbles

qui le fournissent en énergie. Les CPL donnent ainsi la possibilité de suivre à partir du Bureau Central de Conduite (BCC) l'état de fonctionnement de chaque candélabre et de piloter progressivement la réduction de puissance. L'ensemble de ces actions s'est traduit par une augmentation (de 90% à 93%) du taux de disponibilité.

### L'infrastructure de l'éclairage public se compose de :

- > 111 850 points lumineux, dont 99 130 à Casablanca, 11 300 à Mohammedia et 1 420 à Aïn Harrouda ;
- > 2 950 km de réseau, dont 2 560 à Casablanca, 340 à Mohammedia et 50 à Aïn Harrouda.

# Activités 2010

## Services à la clientèle et activités supports



## Des efforts concentrés sur la qualité de service

Chaque année, du fait de l'extention de la ville, de nouveaux clients s'abonnent aux services de Lydec. L'entreprise doit à la fois anticiper pour répondre aux nouvelles demandes, continuer à faire évoluer la qualité de ses services et poursuivre sa stratégie de proximité avec la clientèle.

**G**âce à un dispositif d'écoute performant, Lydec conçoit des offres adaptées à chaque catégorie de clientèle, tout en veillant à tirer le meilleur parti des dernières technologies.

Pour atteindre ses objectifs en termes de qualité de service, Lydec compte tout particulièrement sur ses ressources humaines. Consciente de sa responsabilité sociale d'entreprise, elle adopte une démarche où chaque collaborateur gagne en compétence et en employabilité.

Dans sa recherche continue de performance, Lydec s'appuie aussi sur le développement de son système d'information. Téléphonie, Système d'Information Géographique, équipement du Bureau Central de Conduite... de nouveaux outils améliorent la réactivité et la qualité des interventions chez

le client. Ils permettent également d'optimiser les ressources de l'entreprise et donc, de réduire son impact environnemental.

En parallèle, Lydec se rapproche des différentes parties prenantes. Elle a organisé un nouveau cycle de réunions avec les élus et édité divers supports pour mieux communiquer sur ses services. En outre, Lydec se positionne sur les nouveaux canaux de communication, tels que les réseaux sociaux, pour davantage de réactivité et d'accessibilité vis-à-vis du grand public.

Toujours dans l'optique d'augmenter son niveau de performance, Lydec fait évoluer son organisation et son système de management. La Démarche Qualité est ainsi renforcée sur tous les volets de l'activité, avec une attention particulière accordée à la qualité des chantiers.



## Bâtir la confiance grâce à une démarche clientèle fondée sur la proximité

Les technologies et les modes de vie changent et, avec eux, se dessinent de nouveaux besoins. Grâce à une écoute efficace et un suivi régulier des indices de satisfaction, Lydec anticipe ces changements et fait évoluer son offre de services pour chacune de ses clientèles.



En 2010, près de 57 600 nouveaux clients se sont abonnés aux services de Lydec qui gère ainsi plus d'un million de clients, dont près de 12 000 grands comptes (industriels, administrations et collectivités).

Les outils mesurant la satisfaction des clients sont adaptés continuellement pour mieux cerner leurs attentes et leur perception des services. Une trentaine d'enquêtes ont ainsi été réalisées auprès de plus de 20 000 clients : 87% se sont déclarés globalement satisfaits par les services de Lydec.

### Une gestion clientèle maîtrisée

Pour un meilleur traitement et suivi des demandes clients, le Centre de Relation Clientèle (CRC) gère désormais tous les canaux de contact entre Lydec et ses abonnés : appels téléphoniques, courriers, e-mails... Opérationnel 24h/24 et 7j/7, le CRC reçoit en moyenne 2 000 appels par jour. 90% de ces appels sont pris en charge par les opérateurs en moins de 10 secondes (sauf cas de force majeure). Durant les intempéries de fin novembre 2010, le CRC a enregistré et traité près de 10 500 demandes d'intervention.

### Renforcement des services de proximité

Lydec poursuit sa stratégie de diversification des moyens de paiement : le règlement des factures est désormais accessible 24h24 et 7j/7.

Outre les formules classiques (encaissement à domicile ou en agence, prélèvement automatique...), les clients peuvent régler leur facture via les canaux de proximité. Le paiement peut être ainsi effectué dans un réseau étendu de téléboutiques (120 Espaces Services en 2010), dans les Guichets Automatiques Bancaires de deux banques, ou par

internet. Aujourd'hui, plus de 30% des clients de Lydec règlent régulièrement leurs factures dans les Espaces Services. L'agence en ligne connaît elle aussi une progression très importante avec plus de 3 000 transactions par mois. Dans les zones rurales, Lydec va au devant de ses clients au moyen de ses agences mobiles. Grâce à ces efforts, 95% des clients sont satisfaits des services de paiement.

### Sensibilisation à l'économie des ressources

Au-delà de sa contribution aux initiatives gouvernementales, dont le Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP), Lydec poursuit ses actions de sensibilisation en direction de ses clients. L'objectif est de les inciter à économiser les ressources et à mettre aux normes leurs installations intérieures (qualité de l'eau, sécurité électrique, protection contre les eaux de pluie...). En 2010, Lydec a mis à la disposition de ses clients dans les Espaces Services des Lampes à Basse Consommation (LBC) à des prix et conditions de règlement préférentiels. Par ailleurs, chaque mois, 15% des clients particuliers ont en moyenne bénéficié du bonus « -20% -20% », accordé par l'Etat aux clients ayant réduit leur consommation électrique d'au moins 20% par rapport à la même période de 2009.

### Les nouvelles technologies au service de chaque client

Pour renforcer sa proximité avec les clients, Lydec continue à investir dans les nouvelles technologies. Un nouveau service SMS a été conçu en 2010 pour un déploiement en 2011. Il alerte le client en cas de hausse anormale de sa consommation d'eau ou d'électricité et lui communique le montant et l'échéance de ses factures.

Autre projet initié au cours de l'année : la refonte totale de l'agence en ligne pour étendre la gamme de services offerts (facture dématérialisée, services accessibles depuis un téléphone mobile...).

En ce qui concerne les clients industriels et grands comptes, Lydec poursuit le déploiement de la télérelève. Ainsi, plus de 2 000 clients industriels et grands comptes reliés au réseau électrique Moyenne Tension ont été équipés en 2010. Cette innovation, qui permet aux grands clients de suivre en temps réel leurs consommations, ouvre aussi la voie à de nouvelles offres de service : analyse des consommations et recommandations, conseil sur les installations...

En 2010, Lydec a proposé aux administrations et aux collectivités différents services visant à optimiser leurs consommations (audits des consommations, recommandations techniques...). Elle a notamment fait la promotion de la Borne Fontaine Informatisée, une innovation de l'entreprise qui garantit un accès libre et équitable aux bénéficiaires désignés par les communes, tout en luttant contre le gaspillage de la ressource.

## Des grands chantiers RH pour préparer l'avenir

Afin de répondre aux nouveaux enjeux RH, Lydec s'est inscrite dans une importante dynamique de recrutement en 2010. Elle doit aussi adapter les compétences des collaborateurs aux exigences du métier et des clients. Un objectif porté par la Démarche Compétences, mise en place pour renforcer les savoir-faire et les performances de l'entreprise. En parallèle, la santé et la sécurité au travail continuent d'occuper une place majeure au sein des projets RH.

## Une implication soutenue dans le management de la diversité

Lydec fait du management de la diversité un axe majeur de sa gestion des ressources humaines. Un plan d'actions spécifique est engagé sous l'impulsion de la Direction Générale.

Il vise cinq objectifs principaux :

- > accès à l'emploi et insertion ;
- > recrutement et carrière des femmes ;
- > recrutement et carrière des personnes en situation d'handicap ;
- > recrutement et carrière des seniors ;
- > engagement des collaborateurs et qualité de vie au travail.



### Un ambitieux programme de recrutement

Les deux tiers des 3 347 collaborateurs de Lydec sont âgés de plus de 45 ans. Afin d'anticiper les 2 330 départs à la retraite, prévus entre 2010 et 2027, et faire face au développement des activités, l'entreprise a lancé un ambitieux programme de recrutement. Ce plan prévoit d'engager plus de 600 nouvelles recrues pour la période 2010-2015. Pour apporter davantage de diversité à l'entreprise, il cible les jeunes diplômés issus de cursus variés et disposant de fortes aptitudes managériales (postes de cadres et agents de maîtrise). Lydec a par ailleurs renforcé son

partenariat avec l'Université Hassan II et l'ANAPEC en signant, le 8 février 2010, une convention fixant un cadre général de coopération pour les formations en alternance. Objectif : intégrer des collaborateurs immédiatement opérationnels et adaptés aux métiers de l'entreprise, tout en renforçant les liens avec le système éducatif national.

### Des compétences en phase avec les métiers de demain

La Démarche Compétences a pour objectif de mettre en valeur les savoir-faire des salariés et de leur offrir des perspectives d'évolution qui leur correspondent. L'offre de formation définie tient compte des besoins actuels et futurs de l'entreprise.

# 600

recrutements sont prévus entre 2010 et 2015.

Menée en étroite collaboration avec l'ensemble des entités de l'entreprise, la Démarche Compétences :

- > identifie les collaborateurs «experts» dans chaque domaine de compétences ;
- > leur propose des opportunités de mobilité horizontale ou verticale ;
- > définit avec eux des plans d'évolution et de formation personnalisés.

De 2009 à 2010, la Démarche Compétences a concerné plus de 600 salariés opérant dans les métiers de l'électricité, de la clientèle et de l'exploitation eau et assainissement.

Plus de 58 500 heures de formation ont été dispensées par le Centre de Formation et de Perfectionnement en 2010, dont 7% touchaient directement la Démarche Compétences. Avec le déploiement des plans de progrès, il est prévu de porter ce taux à 40% en 2011.

Sur le volet managérial, l'entreprise a organisé un cycle de formation destiné aux managers de proximité, en adéquation avec les grands axes stratégiques définis dans la Vision 2015. Une première promotion a concerné 90 collaborateurs. Il est prévu de maintenir cet effort en 2011.

Par ailleurs, la mobilité fonctionnelle et géographique au sein de l'entreprise est favorisée de manière à accroître l'employabilité et à diversifier davantage les parcours professionnels. Ainsi, au cours de l'année 2010, plus de 300 collaborateurs ont bénéficié d'une mobilité.

### Formaliser et encourager le transfert de savoir

70% des formations au sein de Lydec sont dispensées par des formateurs internes. C'est pourquoi un cycle de formation leur a été dédié en 2010.

# 58 500

heures de formation ont été dispensées en 2010 au Centre de Formation et de Perfectionnement.

Il a notamment touché les collaborateurs ayant une expertise-métier spécifique, dont la transmission au sein de l'entreprise est indispensable. Dans ce cadre, des modules de haut niveau, dispensés par des formateurs internes qualifiés, ont été créés, répondant ainsi à des besoins de formation décelés au sein de l'entreprise.

Le transfert des savoir-faire se fait également entre l'actionnaire-opérateur Suez Environnement et Lydec. Ce volet constitue d'ailleurs l'une des principales valeurs ajoutées du contrat de gestion déléguée. Il est ainsi prévu de pourvoir les compétences nécessaires pour la mise en œuvre de technologies et d'expertises éprouvées (services à la clientèle, amélioration des réseaux, gestion de grands travaux d'infrastructures, élaboration des schémas directeurs...).

C'est dans cette optique qu'une équipe permanente de cadres étrangers est détachée par le groupe Suez Environnement. La présence d'un personnel permanent, détaché par les actionnaires, est conforme aux dispositions du contrat de gestion déléguée. Elle est aussi soumise à l'approbation de l'Autorité Déléguée.

En parallèle, Lydec confie progressivement les postes de direction à des cadres marocains. Certaines directions (Direction de la Communication et du Développement Durable, Direction Juridique, Direction des Systèmes d'Information...) sont dirigées par des cadres marocains depuis le début du contrat de gestion déléguée. D'autres l'ont été par la suite (en 2010 : la Direction Administrative et Financière, la Direction des Ressources Humaines, la Direction Grands Clients...). En outre, les cadres marocains de Lydec ont, depuis toujours, bénéficié des opportunités de carrières proposées à l'échelle mondiale par l'actionnaire-opérateur Suez Environnement.

# 1<sup>er</sup> Prix

Le 1<sup>er</sup> Prix National de la Sécurité au Travail 2010, catégorie Grands organismes de services, a été attribué à Lydec.

### Lydec, lauréate du Prix National de la Sécurité au Travail

La santé des collaborateurs est suivie attentivement et des réunions de Comités d'Hygiène et Sécurité sont organisées régulièrement au niveau central et au niveau de chaque entité.

La formation occupe une place importante dans le management de la sécurité : 20 000 heures/an en moyenne sont dispensées par le Centre de Formation et de Perfectionnement. En parallèle, Lydec renforce son dispositif de contrôle de la sécurité sur les chantiers en mettant en œuvre un vaste programme de visites et d'audits. L'ensemble des cadres (dirigeants et opérationnels), ainsi que le réseau des animateurs sécurité, ont ainsi effectué 6 200 visites en 2010. Tous ces efforts se sont traduits par des résultats concrets : en 2010, Lydec a enregistré un taux de fréquence (TF) de 2,68 et un taux de gravité (TG) de 0,14. Ces taux sont nettement en dessous de ceux des entreprises du même secteur d'activité, selon un benchmark international.

L'exemplarité de Lydec dans ce domaine a été reconnue lorsque le Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Nouvelles Technologies et le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle lui ont attribué le Prix National de la Sécurité au Travail 2010 (catégorie «Grands organismes de services»).

## Le système d'information : levier de performance

Le système d'information s'adapte en permanence à l'organisation et aux objectifs stratégiques de l'entreprise. Il est conçu de façon globale afin de faciliter l'intégration des différents sous-systèmes et applications tout en répondant aux besoins spécifiques des métiers.



### Un système d'information urbanisé

Lydec a fait évoluer son système d'information en veillant à son urbanisation. Cette démarche définit l'agencement et l'interconnexion des différentes fonctions informatiques, en tenant compte des contraintes et objectifs métiers, de la stratégie de l'entreprise et des opportunités technologiques. Aujourd'hui, les processus sont continuellement définis, documentés

et améliorés dans le respect des procédures qualité. Le système de gestion clientèle couvre la majorité des activités en rapport avec le client : ouverture de compte, facturation et encaissement, ordonnancement, interventions de dépannage, etc. Basé sur le progiciel SAP, le système de gestion de l'entreprise intègre quant à lui de manière transversale les fonctions financières et comptables, ressources humaines, investissements et achats.

### Un système d'information géré et sécurisé

En 2010, la Direction des Systèmes d'Information a achevé la refonte de ses processus de gestion. Le processus « Concevoir et développer le SI » a été entièrement revu pour englober la gestion de tous les projets SI. Le processus « Exploiter et maintenir le SI » a été revu pour se conformer aux pratiques ISO 20000, garantes d'une bonne gestion des infrastructures numériques.

Par ailleurs, la DSI a lancé le processus de mise en place d'un Système de Management de la Sécurité de l'information. Les objectifs de ce projet sont :

- > la mise en place de l'organisation et des processus nécessaires pour se conformer à la norme ISO 27001 ;
- > le choix de la solution de pilotage du Système de Management SI ;
- > la certification ISO 27001.

### Le Green IT à l'honneur

Le site central et le site de secours, où a été développée l'infrastructure informatique et télécoms de Lydec, étaient devenus sous-dimensionnés et non conformes aux normes environnementales internationales. Ainsi, en 2010, Lydec a conduit un projet de refonte totale de ces deux sites, conformément aux principes de l'informatique verte.

A cette occasion, les liaisons entre le nouveau site central et le nouveau site de secours ont été renouvelées. Une liaison de plus de 5 km en fibre optique a été réalisée, renforcée en back-up par des liaisons hertziennes de grand débit. Ces dernières ont été conçues pour permettre une sectorisation radio et offrir ainsi un meilleur délai de communication entre le Bureau Central de Conduite et les ouvrages du réseau.

### Une infrastructure phonie totalement numérique

Un nouveau système facilitant la convergence de l'informatique et des télécoms est en cours de déploiement. Outre les fonctionnalités évoluées offertes par le tout numérique, ce système améliorera la productivité du Centre de Relation Clientèle grâce au couplage de la téléphonie et de l'informatique au serveur vocal interactif. Par ailleurs, les fonctions de messagerie unifiée, de réunions virtuelles et d'annuaire permettront une totale intégration avec le système d'information.

### Objectif « 0 papier »

La rationalisation des impressions est inscrite dans la démarche de développement durable de Lydec. Dans cet objectif, de nouvelles imprimantes multifonctions ont été déployées (impression noir et blanc, copie et scan) et connectées au réseau interne pour remplacer les imprimantes individuelles dans les bureaux. Imprimant en mode recto/verso par défaut, elles permettent aussi de responsabiliser chaque agent par un système d'imputation automatique des coûts d'impression. L'objectif principal est de réduire de globalement 25% les volumes de consommation de papier.

### Une gestion intégrée de l'information géographique

L'ensemble des activités de Lydec est concerné par l'information géographique. La quasi-totalité des collaborateurs de l'entreprise utilise des cartes et des données géographiques pour situer un réseau ou un client, gérer un projet ou une intervention, reporter des résultats ou des faits. Le Système d'Information Géographique (SIG) est un système intégré qui permet à l'utilisateur de manipuler les données géographiques et alphanumériques dans une même fonction.

En 2010, Lydec a poursuivi :

- > le développement d'applications intégrant l'information géographique dans les domaines technique et clientèle. Plus de 350 collaborateurs mettent à jour les différents réseaux et éléments du patrimoine. Une application générique de gestion des événements a été également mise en place afin de permettre la saisie et la consultation cartographique des fuites, incidents et autres événements métiers. Cette application est aussi utilisée par la Protection Civile à Casablanca pour saisir les comptes rendus des contrôles des bouches d'incendie via internet ;
- > la fiabilisation des données relatives au patrimoine ;
- > l'intégration du référentiel d'adresses partagées et le développement d'applications géographiques pour la gestion de ce référentiel ;
- > l'intégration des données de segmentation des 120 000 clients professionnels ;
- > la poursuite du projet d'ordonnancement en intégrant de nouvelles équipes terrain et de nouveaux types d'interventions ;
- > l'utilisation des PDA en mode connecté par les équipes d'intervention, pour plus de réactivité et une optimisation des interventions.

## Une stratégie de communication innovante et adaptée à chaque cible

Pour Lydec, il est essentiel de communiquer de manière régulière et transparente avec l'ensemble des parties prenantes. De nouveaux canaux de communication internes et externes sont explorés pour délivrer une information de qualité, aux bonnes cibles et au bon moment.



### Communication externe

Conformément à sa stratégie d'ouverture sur les parties prenantes, Lydec a engagé plusieurs actions de communication pour expliquer les enjeux et présenter ses réalisations et ses projets. Et ceci afin de développer une relation de confiance et de proximité avec ses partenaires.

### > Une identité visuelle dynamique

En 2010, Lydec a fait évoluer son identité visuelle pour qu'elle soit encore plus proche de ses valeurs de proximité et de confiance. Le logo a ainsi été rehaussé de couleurs vives et de courbes arrondies, plus dynamiques, pour moderniser l'image de l'entreprise.

Logo et charte graphique ont été reproduits sur tous les documents : supports de communication, panneaux de chantier, véhicules... Cette harmonisation est une étape essentielle pour véhiculer une image cohérente et professionnelle. Mettant en valeur la synergie entre les quatre métiers de l'entreprise, la signature « Toutes nos énergies pour vous » s'accompagne de nouveaux pictogrammes évoquant chaque domaine d'activité.

### > Des échanges en toute transparence lors du séminaire médias

Lydec a organisé un séminaire réunissant la Direction Générale et une trentaine de journalistes de différents médias. Les présentations ont notamment porté sur la gouvernance du contrat de gestion déléguée révisé, la Vision 2015 de l'entreprise, les métiers, les investissements, la gestion clientèle, l'accès aux services dans le cadre de l'INDH, le management des ressources humaines et la stratégie de développement durable. Des ateliers pédagogiques ont traité plus en détails certains thèmes tels que le système de facturation, la gestion des eaux pluviales et des eaux usées, ou encore la gestion des services d'électricité et d'éclairage public. Ce séminaire a donné lieu à des échanges transparents et directs entre les journalistes et les membres de la Direction Générale de l'entreprise.

### > Lancement du cycle de proximité avec les élus

Le développement d'une relation de confiance et de proximité avec les élus constitue un objectif majeur pour Lydec, qui a engagé un nouveau cycle de rencontres avec les arrondissements. Se déroulant en présence de la Direction Générale, le but de ces rencontres est d'informer les élus des dispositions du

contrat de gestion déléguée révisé, de partager avec eux les enjeux globaux de l'agglomération et de débattre des problématiques locales. Pour les élus locaux, c'est une occasion privilégiée d'exprimer leurs attentes et de poser directement leurs questions aux responsables de l'entreprise. Les échanges, très constructifs, permettent de renforcer la collaboration entre les arrondissements et Lydec.

### > Une information continue lors des intempéries

Les intempéries exceptionnelles de fin novembre et la gestion de crise qui s'en est suivie ont nécessité la mise en place d'un plan de communication adapté et intensif en direction de toutes les parties prenantes : clients, autorités, élus et médias. Un dispositif de communication de crise (comportant des points réguliers sur toutes les chaînes de radio) a été mis en place dès que l'état d'alerte a été décrété, afin de les tenir informés de l'évolution de la situation et de répondre aux nombreuses sollicitations.

### > Présence sur les médias sociaux

Lydec a été parmi les premières entreprises au Maroc à investir les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Youtube). Elle fait aussi figure de pionnière en préparant le lancement d'un blog d'entreprise en 2011. Cette approche interactive permet à Lydec de mieux dialoguer avec ses publics cibles, à travers des informations factuelles et actualisées sur l'entreprise (chantiers en cours, annonces de recrutement, appels d'offres...). Grâce à l'interactivité de ces supports, il est possible de contribuer à l'amélioration des services sur le plan local (en signalant une fuite d'eau sur la voie publique ou une panne de l'éclairage public).

### Communication interne

Lydec fait constamment évoluer ses outils de communication interne. L'objectif est de renforcer la mobilisation des collaborateurs autour des valeurs et de la Vision 2015.

Les actions de communication interne accompagnent la dynamique et la culture de l'entreprise dans ses différentes expressions. Elles visent à diffuser de bonnes pratiques, encourager l'esprit d'innovation, ou encore sensibiliser les collaborateurs sur la santé et sécurité au travail. Elles permettent aussi de véhiculer les valeurs et la stratégie de l'entreprise, de reconnaître le travail des équipes et de valoriser les projets. Outre l'organisation de rencontres internes, les visites de la Direction Générale au sein des entités (telles que les Directions Préfectorales) permettent de sensibiliser les managers sur leur rôle de relais auprès des équipes.

- > La newsletter électronique « Réseau » offre une large palette d'articles et de reportages combinant les supports écrits, audio et vidéo. Outil de référence pour se tenir informé de l'actualité et des projets de l'entreprise, la newsletter « Réseau » bénéficie d'une audience régulière et fidèle auprès des collaborateurs, comme en témoignent les indicateurs de consultation.
- > Cadre favorable au partage du savoir au sein de l'entreprise, six cycles de conférences internes ont été organisés en 2010. Ils ont abordé des thèmes variés tels que les systèmes d'information, la gestion clientèle, la gestion du contrat, les achats. Les conférences internes diffusent des informations sur les activités et le savoir-faire liés aux métiers et encouragent le débat et les échanges de bonnes pratiques en interne.
- > Le dispositif d'affichage comprenant des « Flash Infos » a été renforcé pour toucher davantage de collaborateurs.

## Des progrès sur tous les fronts

Maintenant sa dynamique, Lydec poursuit la refonte de son système de management par processus. Elle mène en parallèle des actions de fond pour que son organisation et ses modes de fonctionnement soient plus efficaces.

### Un système de management en constante évolution

Lydec est engagée dans la recherche d'amélioration continue. L'objectif est de gagner en qualité de service et en efficacité. Cette démarche contribue à développer la performance globale de l'entreprise tout en optimisant ses ressources.

En 2010, l'entreprise a poursuivi la refonte de ses processus en vue de les simplifier et d'en améliorer le pilotage. La certification ISO 9001 V 2008 a été reconduite à l'issue d'un audit de suivi mené conjointement par le SNIMA (organe certificateur du Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies) et AFAQ AFNOR International (organisme international de certification). Les auditeurs ont reconnu l'efficacité du système de management de Lydec et les efforts accomplis par l'entreprise dans le cadre de l'amélioration continue.

### Adapter, harmoniser et faire évoluer l'organisation

L'entreprise opère à travers sept Directions Préfectorales sur tout le territoire de la gestion déléguée. Pour une meilleure efficacité et une plus forte présence sur le terrain, ces entités ont fait l'objet d'une étude détaillée afin de bâtir une nouvelle vision organisationnelle qui sera déployée fin 2011.

Cette démarche vise à :

- > harmoniser l'organisation grâce à des missions et des responsabilités mieux définies ;
- > améliorer l'efficacité de la chaîne managériale en raccourcissant la ligne hiérarchique ;
- > accompagner efficacement les nouveaux enjeux des métiers (décentralisation de l'éclairage public au niveau des Directions Préfectorales, renforcement de la gestion du patrimoine...);
- > assurer une meilleure responsabilisation et une autonomie des directions.

Autre amélioration apportée à l'organisation en 2010, la création d'une cellule «Contrôle des chantiers» au sein de la Direction Technique (indépendante des entités supervisant les travaux), dédiée à la réception et aux contrôles des chantiers. La Direction des Achats et Marchés a été par ailleurs renforcée afin de centraliser et optimiser les processus d'achats et de mieux encadrer les relations avec les fournisseurs.

### Un engagement fort pour la qualité des chantiers

Les chantiers sont l'une des parties les plus visibles et les plus sensibles de l'activité de Lydec. Leur maîtrise, que ce soit en termes de sécurité, d'accès, de qualité d'ouvrage, de délais... représente un enjeu essentiel. Partie intégrante du système de management, la politique «Qualité des chantiers et gestion des sous-traitants», est systématiquement appliquée à tous les marchés de travaux et ce, quels que soient le métier, leur taille ou leur durée.

L'amélioration des chantiers a constitué un axe de travail majeur en 2010, mobilisant toute l'entreprise. Les principaux objectifs visés ont été l'amélioration de :

- > la qualité, la sécurité et les aspects environnementaux des chantiers ;
- > la satisfaction des clients et des usagers riverains ;

- > l'image de Lydec auprès de la collectivité.

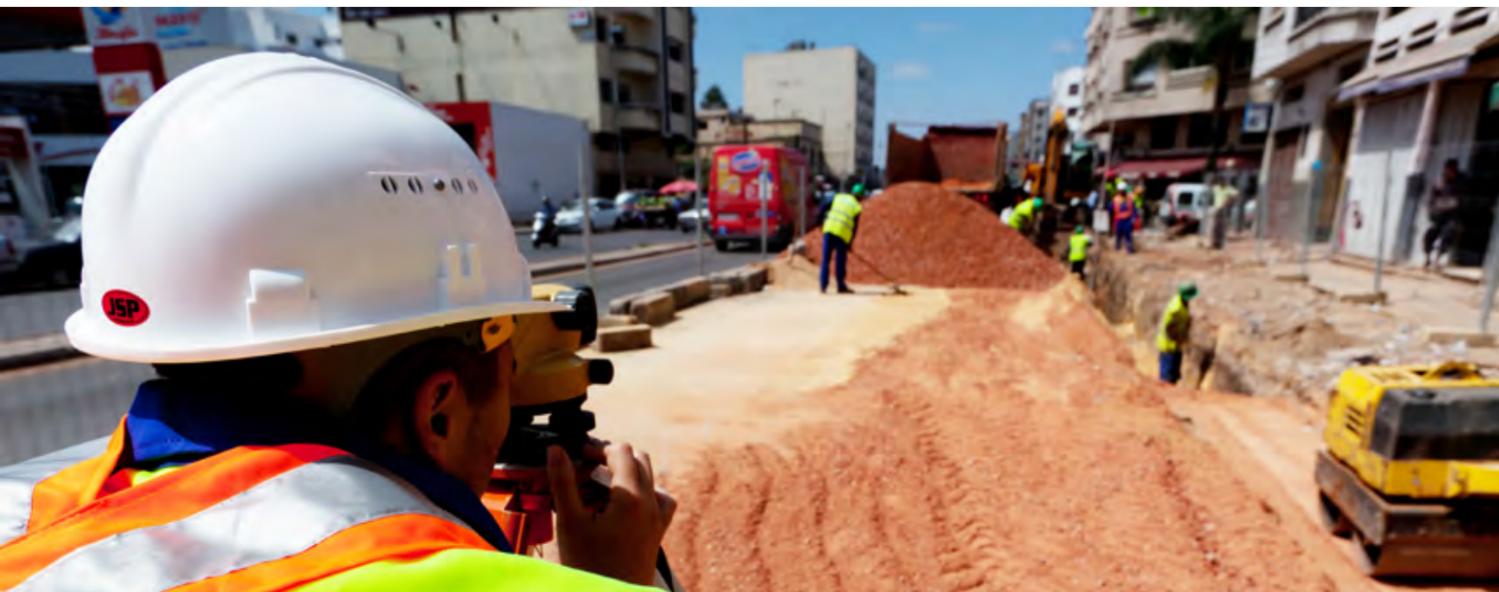
En 2010, de nouvelles actions et de nouveaux outils ont ainsi été déployés :

- > le guide Chantier Lydec, qui regroupe l'ensemble des bonnes pratiques, destiné aux responsables des travaux ;
- > le renforcement des évaluations des chantiers et de l'application des bonnes pratiques sur le terrain à travers le réseau des animateurs Qualité Travaux ;
- > l'organisation de deux réunions majeures pour mobiliser les responsables des travaux de Lydec et l'ensemble des sous-traitants. Elles ont réuni une centaine de participants sur le thème «Vers un chantier exemplaire» ;
- > l'amélioration du balisage et de la communication sur les chantiers en fonction de leur typologie.

La cellule «Contrôle des chantiers» a pour mission de s'assurer de la qualité des matériaux utilisés dans les chantiers, de la qualité des compactages et de la bonne réfection des chaussées. Elle effectue aussi des essais d'étanchéité des réseaux d'eau avant réception. Ainsi, en 2010, Lydec a réalisé plus de 1 640 essais de compacité et 415 essais de pression pour les réseaux d'eau potable.

### Sur le mode «gagnant-gagnant», la démarche d'évaluation des sous-traitants

La Direction des Achats, avec la collaboration des entités opérationnelles, a poursuivi la démarche d'évaluation de ses sous-traitants lancée fin 2009. L'objectif est d'aider les entreprises sous-traitantes à identifier leurs axes de progrès, d'améliorer le processus de choix des entreprises et de vérifier le respect des clauses contractuelles. Dans ce cadre, plus de 550 évaluations de chantiers ont été analysées. Ces résultats sont commentés et transmis au fur et à mesure aux entreprises qui prennent conscience des enjeux de la qualité des chantiers et s'y impliquent davantage.



## Un chantier d'envergure : Lydec déplace ses réseaux pour libérer le passage au tramway

En tant que gestionnaire des quatre réseaux (eau, électricité, assainissement et éclairage public) dans la métropole, Lydec est impliquée dans le projet du tramway de Casablanca, sous la maîtrise d'ouvrage de Casa Transport.

Intervenant préalablement aux travaux de la plateforme ferroviaire, Lydec déplace les réseaux situés sur l'itinéraire du tramway.

Des études préliminaires ont permis l'identification des réseaux grâce au Système d'Information Géographique (SIG) complété par des sondages sur le terrain.

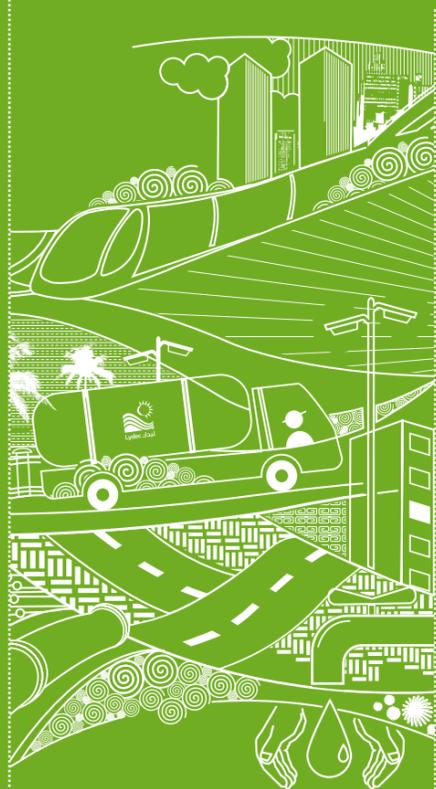
Consciente des enjeux du projet Tramway, Lydec a mis en œuvre tous les moyens pour surmonter les contraintes liées à la réalisation des travaux en milieu urbain très dense, et notamment :

- > l'amélioration de la fluidité du trafic par l'adoption d'une signalisation appropriée ;
- > le maintien des accès aux commerces mitoyens, moyennant la mise en place de rampes d'accès ;
- > la réalisation pendant la nuit des travaux qui ont un fort impact sur la circulation.

L'étendue de ces travaux d'envergure a concerné tous types de réseaux : du réseau primaire au branchement final.

Au total, 24 km de réseau d'assainissement, 24 km de réseau d'eau potable et 14 km de réseau d'électricité ont été déplacés.

# Activités 2010 Développement durable



## Exemplaire, solidaire et engagée au service de la collectivité

Lydec est engagée dans une politique de développement durable qui prend en compte les attentes de toutes les parties prenantes (habitants, salariés, collectivités, élus, associations, etc.). Lydec souhaite ainsi contribuer à la construction d'un cadre de vie harmonieux, où la performance économique est conciliée avec la protection de l'environnement et le respect des droits sociaux.

### Au cœur des enjeux urbains

De par sa mission de proximité et son ancrage territorial fort, Lydec est engagée dans une démarche de développement durable. S'inspirant des Agendas 21 territoriaux, l'entreprise a mis en place un plan d'action détaillé qui lui permettra de contribuer à sept enjeux essentiels pour la ville de Casablanca :

- > une ville propre et saine ;
- > une ville qui maîtrise ses ressources et son développement ;
- > une ville fluide ;
- > une ville attractive sur le plan économique ;
- > une ville sûre ;
- > une ville attentive à sa gouvernance ;
- > une ville solidaire.

Chaque enjeu se décline en plusieurs objectifs auxquels correspondent des actions spécifiques. Une cinquantaine d'actions sont actuellement menées par Lydec et leur suivi est assuré grâce à des indicateurs précis et à un reporting régulier des activités.

### Lydec fortement engagée dans les initiatives nationales

Le Maroc a érigé le développement durable en priorité nationale. Dans ce contexte, Lydec a participé activement aux débats et aux consultations organisées par les autorités dans le cadre de l'élaboration de la Charte Nationale de l'Environnement et du Développement Durable. Elle a notamment présenté sa contribution et ses solutions en termes d'assainissement, d'adduction d'eau potable et d'économie d'énergie.



31 540

foyers des quartiers défavorisés ont eu ou auront bientôt accès aux services d'eau et d'assainissement à domicile grâce au programme INDH-Inmae.

En parallèle, Lydec reste fortement impliquée dans le cadre de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain et poursuit son programme INDH-Inmae. Ce dernier donnera accès aux services à domicile (eau potable, électricité et assainissement) à près de 500 000 habitants des quartiers défavorisés. A fin 2010, plusieurs challenges restent à relever dans le cadre de ce projet dont l'acquisition foncière pour les ouvrages, l'achèvement préalable des infrastructures hors site par les partenaires, la recherche de financement.

### La protection de l'environnement, une priorité

Afin de protéger les ressources et le littoral et d'améliorer la qualité de vie des habitants, Lydec a lancé de grands projets de dépollution sur la Région de Casablanca.

Trois chantiers majeurs ont été initiés en 2010 :

- > le transfert des eaux usées de la commune de Dar Bouazza vers la station El Hank ;

- > la station d'épuration de Médiouna (équipée de la technologie membranaire en vue de la réutilisation des eaux usées pour l'irrigation) ;
- > le projet de dépollution de la côte Est de Casablanca visant à intercepter et prétraiter les eaux usées, du port de Casablanca jusqu'à Mohammedia, avant leur rejet à travers un émissaire marin vers le large.

### Économiser les ressources

La borne fontaine informatisée figure parmi les projets phares développés par Lydec pour économiser la ressource eau. Cette innovation proposée aux élus permet à la collectivité de maîtriser la distribution de l'eau potable dans les meilleures conditions d'usage, d'hygiène, de sécurité et d'équité.

Par ailleurs, les efforts accomplis dans le cadre de la stratégie «Sectorisation périodique» pour la recherche des fuites, associés au déploiement progressif de la technologie de régulation de pression, concourent à préserver durablement la ressource eau.

15%

des clients en moyenne ont bénéficié du bonus «- 20% -20%»

Lydec participe activement au Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP) et a lancé, en 2010, la commercialisation des Lampes à Basse Consommation (LBC) à tarifs préférentiels. Cette initiative, accompagnée d'une opération de communication et de sensibilisation, a permis de vendre les premières LBC au cours de l'année. Par ailleurs, plus de 500 000 clients ayant réduit leur consommation électrique ont bénéficié du bonus «- 20% -20%» accordé par l'Etat.

### Faire de Lydec une entreprise exemplaire à tous les niveaux

L'exemplarité est l'une des valeurs fondamentales de Lydec. L'entreprise veille à ce que son action soit irréprochable, ce qu'elle attend également de la part de l'ensemble des collaborateurs. Afin de renforcer le référentiel éthique de l'entreprise, le Conseil d'Administration de Lydec a adopté le 2 décembre 2010 une Charte Ethique qui fixe les principes et les règles de gouvernance de l'éthique au sein de l'entreprise.

Un déontologue est chargé de veiller au respect de ce référentiel éthique à tous les niveaux de l'entreprise. Il informe et oriente, en toute confidentialité, les collaborateurs qui sollicitent son avis pour résoudre une question d'éthique.

### Multiplier les actions de sensibilisation

Diverses actions de communication et de sensibilisation au développement durable ont été menées auprès du grand public et notamment les jeunes générations.

Durant la période estivale 2010, Lydec a parrainé la plage Lalla Meryem à Casablanca pour la 8<sup>ème</sup> année consécutive, en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement et l'arrondissement d'Anfa.

2,68

c'est le taux de fréquence des accidents du travail en 2010.

Des opérations d'animation ont été organisées dans le but de sensibiliser les estivants, notamment les enfants, à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Sur son espace d'animation, d'une superficie de 800 m<sup>2</sup>, Lydec a accueilli chaque jour près de 300 visiteurs dont 120 enfants qui ont participé à des activités ludiques et pédagogiques.

En interne, Lydec a mené de nombreux projets pour sensibiliser les collaborateurs aux principes fondamentaux du développement durable. Plusieurs campagnes de sensibilisation et de communication ont porté sur les gestes éco-citoyens et les bonnes pratiques à adopter (réduction de la consommation d'eau et d'électricité, de carburant et de papier...).

### Évaluation par Vigeo de la responsabilité sociale

À fin 2010, l'agence Vigeo, leader européen de la notation extra-financière, a audité la performance RSE de Lydec à travers six thématiques : l'environnement, les ressources humaines, les droits humains, l'engagement sociétal, le comportement sur les marchés et la gouvernance.

## Lydec en ligne avec les objectifs de développement durable de Suez Environnement

Suez Environnement, actionnaire-opérateur de Lydec, s'est fixé douze objectifs de développement durable à atteindre d'ici 2012. Ces objectifs sont regroupés autour de quatre axes principaux :

- > préserver les ressources et favoriser l'économie circulaire ;
- > innover pour répondre aux défis environnementaux ;
- > faire de ses collaborateurs des acteurs du développement durable ;
- > construire le développement avec l'ensemble des parties prenantes.

En intégrant ces objectifs dans sa politique de développement durable, Lydec contribue à réaliser les engagements du groupe.

0,14

c'est le taux de gravité des accidents du travail en 2010.

Le rapport final fait état d'une bonne performance au regard des entreprises du secteur ou de service public de taille similaire sur les enjeux de ressources humaines et d'engagement sociétal. Sur les problématiques de comportements sur les marchés, Lydec affiche une bonne performance et est en ligne avec la moyenne du secteur pour ce qui concerne les droits humains, l'environnement et la gouvernance.

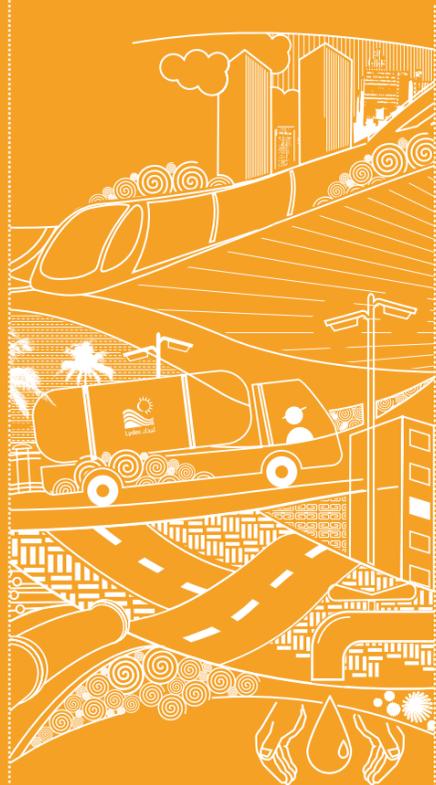
L'audit a aussi souligné plusieurs points forts, notamment : les efforts accomplis pour protéger les ressources en eau et la qualité de l'eau potable, le système de management de la santé et sécurité au travail, le programme de lutte contre l'habitat insalubre et les exclusions, le droit à la liberté d'association et à la négociation collective, la formation des salariés, les efforts dans la prévention de la corruption...

Grâce à cette évaluation, Lydec a pu identifier ses points forts et ses axes de progrès. L'entreprise compte ainsi intensifier ses efforts et envisage désormais de lancer de nouvelles approches structurantes (label CGEM, ISO 26000).



# Activités 2010

## Perspectives et enjeux



## Une intensification du programme d'investissement



Tous les métiers de Lydec feront l'objet d'un programme d'investissement soutenu en 2011. Les projets majeurs accompagnent l'extension du Grand Casablanca et son urbanisation, en adéquation avec les enjeux nationaux en matière de développement durable (protection de l'environnement, maîtrise des ressources, lutte contre les inondations, accès aux services dans le cadre de l'INDH). Les métiers doivent aussi prendre en compte les évolutions climatiques en termes de pluviométrie et d'accroissement de température.



## Assainissement

La lutte contre les débordements ciblera les zones prioritaires définies en accord avec l'Autorité Délégante, selon le plan d'actions révisé après les événements climatiques de la fin du mois de novembre 2010.

Lydec poursuivra en 2011 la construction de la station d'épuration de Médiouna, d'une capacité prévue pour 40000 habitants. Cette station, dotée de la technologie membranaire, permettra la réutilisation des eaux traitées pour des usages non domestiques. L'investissement global est de l'ordre de 141 MDh HT. La construction et la mise en service s'achèveront en 2012.

Les travaux d'assainissement du centre de Dar Bouazza et le transfert des eaux usées de la zone Ouest de Casablanca vers la station El Hank se poursuivent.

En 2011, il est prévu de créer 14 km de collecteurs et quatre stations de pompage (sur les 42 km et dix stations du projet global), pour un investissement d'environ 128 MDh HT sur les 333 MDh HT prévus (pour l'exercice 2011).

Dans le cadre de la dépollution du littoral entre Casablanca et Mohammedia, il est prévu de construire un intercepteur côtier entre les deux villes qui évitera ainsi les rejets directs d'eaux usées dans la mer. Le projet inclut aussi une station de prétraitement et un émissaire marin.

Enfin, le projet du Super Collecteur Ouest (SCO), permettant de réduire le risque pour Casablanca en cas de crue de l'oued Bouskoura, fait l'objet de discussions avec les autorités et l'Etat quant aux modalités de financement. Une analyse est en cours pour réviser le périmètre du projet et y intégrer l'évacuation des eaux pluviales du secteur Ouest de Casablanca. L'Agence du Bassin Hydraulique de la Chaouia Bouregreg a notamment réalisé les études nécessaires pour canaliser cette partie de l'oued sur environ 2,8 km.

## Fau notable

Les principaux projets stratégiques concernent l'alimentation en eau potable des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation du Grand Casablanca : Madinat Errhama et Dar Bouazza à l'ouest, ville verte de Bouskoura et Lahraouiyyine au sud, ville nouvelle de Zenata et Mansouria à l'est.

Le développement rapide des besoins en eau potable nécessite le renforcement des infrastructures de distribution et de stockage afin d'assurer la continuité du service.

Sont ainsi prévues :

- > la pose d'une conduite DN 800 mm pour le renforcement de l'alimentation de l'étage 110 (études en cours de réalisation) et DN 400 mm pour l'étage 140 Ouest (études réalisées) ;
- > la pose de conduites DN 500 à 800 mm pour alimenter les nouveaux besoins de l'étage 240 de la ville verte Bouskoura et Lahraouiyyine (les études sont achevées et les travaux programmés pour 2011) ;
- > la construction de nouveaux réservoirs pour les secteurs de Dar Bouazza, Hay Hassani (pour ces deux réservoirs les travaux sont suspendus du fait de blocages fonciers), Ben Mghit, Tit Mellil et Merchich (études finalisées) ;

- > la réalisation d'une nouvelle station de pompage sur Bouskoura 140 (travaux à lancer en 2011).

Dans le cadre de la lutte contre les eaux non facturées, la sectorisation, la modulation des étages de pression et les dispositifs de macro-comptage se poursuivront en 2011 afin d'atteindre l'objectif contractuel de rendement de distribution.

Dans cette perspective, Lydec a revu ses doctrines de renouvellement des branchements et des compteurs de gros diamètres. Ainsi en 2011, les 100 plus grands clients seront équipés de débitmètres électromagnétiques en remplacement des compteurs mécaniques classiques, pour une mesure plus précise des consommations.

## Électricité

Les grands projets d'électricité ont pour objectif de sécuriser la distribution, d'améliorer le rendement et de renforcer les ouvrages pour alimenter de nouveaux secteurs.

Les dernières intempéries exceptionnelles ont montré la nécessité et l'urgence de faire des travaux pour protéger les postes de distribution en sous-sols. Ceux-ci seront réalisés dans le cadre d'un plan d'actions pluriannuel axé sur les zones à risque.

En 2011, les travaux de pose de deux liaisons souterraines 60 KV entre les postes sources Ouled Haddou et Abbé de l'Epée, ainsi qu'entre le poste source Ouled Haddou et le portique Ouled Saïd, seront lancés. Ils s'étaleront jusqu'en 2012. Les postes sources Abbé de l'Epée, Camiran et Laâyoune seront réhabilités et renforcés afin d'améliorer les conditions de desserte sur leurs zones respectives. Le programme d'installation de batteries de condensateurs destinées à limiter l'énergie réactive dans les postes sources 60 KV et 225 KV sera poursuivi en parallèle.

En 2011, les travaux de modernisation du Bureau Central de Conduite, qui gère à distance les postes sources et une partie des postes de distribution publique, seront finalisés.



## Éclairage Public

Lydec poursuivra le renforcement et la rénovation du réseau d'éclairage public (renouvellement de luminaires, télégestion de foyers lumineux, remplacement de candélabres accidentés ou à risque) tout en économisant davantage d'énergie. L'objectif est d'améliorer la qualité et la réactivité du service, par le développement des compétences des équipes. En parallèle, la mise en place d'une organisation décentralisée renforcera la proximité et l'efficacité des interventions.

Des discussions sont en cours afin de trouver la meilleure formule pour que Lydec accompagne la ville dans la gestion de l'éclairage public des parcs et jardins qui sont actuellement hors du périmètre de la gestion déléguée.

## Autres chantiers

Lydec accompagne la ville dans le cadre de projets structurants qui concernent ses quatre métiers.

Pour le tramway, Lydec finalisera en 2011 les déplacements des réseaux nécessaires, en intégrant les modifications de tracé du projet initial transmises par Casa Transport.

Concernant le projet de réhabilitation de la Médina lancé par Sa Majesté le Roi en septembre 2010, Lydec accompagnera l'Agence Urbaine de Casablanca (maître d'ouvrage) dans l'opération de mise à niveau des réseaux (eau, électricité, assainissement et éclairage public) en menant les études, le suivi des travaux, les essais de contrôle et la réception des ouvrages.

## Révision des projections

Face aux évolutions de contexte, Lydec va intégrer les besoins qui en sont issus en actualisant ses schémas directeurs et ses programmes d'investissements. Ceux-ci tiendront également compte du nouveau schéma directeur d'aménagement urbain dont s'est dotée la ville de Casablanca en 2009.

Démarrées en juillet 2010, les études de mise à jour des schémas directeurs d'eau potable et d'assainissement seront achevées fin 2011. En parallèle, le schéma directeur de l'alimentation en électricité Moyenne Tension, finalisé en 2010, sera complété par un schéma directeur du réseau Basse Tension qui sera lancé en 2011.

## Services à la clientèle

D'ici 2015, à périmètre constant, le nombre de contrats d'abonnement augmentera d'environ 300 000 unités. Dans le même temps, les changements de tendance constatés dans les modes de paiement, la relève, la coupure et les autres activités clientèle vont s'accroître. Il nécessiteront le développement de nouveaux services, initiés à la demande des clients. Au cours des cinq prochaines années, l'enjeu principal pour Lydec est d'anticiper ces évolutions, de les intégrer dans son organisation et de préparer les compétences adéquates pour chacun des métiers.

Nos clients deviendront de plus en plus exigeants, souhaiteront des procédures et démarches simplifiées, ainsi qu'un service réactif et de bonne qualité lors des interventions. Aujourd'hui, les technologies disponibles peuvent donner des réponses à ces exigences.

Un exemple : les nouveaux services électroniques. La généralisation des téléphones mobiles et des télécoms permettent le développement de nouveaux services électroniques. La facture sera par exemple annoncée par SMS au client, consultable et payable sur le téléphone portable connecté à internet, délivrée à la demande et archivée sur le site web de Lydec.

## La prise en compte des évolutions de contexte

### Une évolution climatique qui impacte le service

L'année 2010 a été marquée par des précipitations très importantes et exceptionnelles pour l'agglomération de Casablanca. Pendant la saison des pluies 2009-2010, le cumul pluviométrique a atteint 646 mm, soit plus du double de la moyenne des dix derniers hivers.

Au cours de l'année 2010, cinq événements pluvieux exceptionnels se sont produits (période de retour supérieure à dix ans), dont la pluie du 29 au 30 novembre 2010, qui a constitué le record de précipitations enregistré par la Météorologie Nationale. L'année 2010 a également été marquée par un mois d'août très chaud, avec des températures maximales atteignant plus de 40°C. Des pointes de chaleur ont eu lieu notamment du 9 au 12 août et du 25 au 26 août et se sont traduites par des records de consommation d'eau potable.

Tous ces événements climatiques ont eu un impact sur l'exploitation des réseaux eau, électricité et assainissement, mais ils sont également des paramètres importants à prendre en compte dans l'élaboration des schémas directeurs.

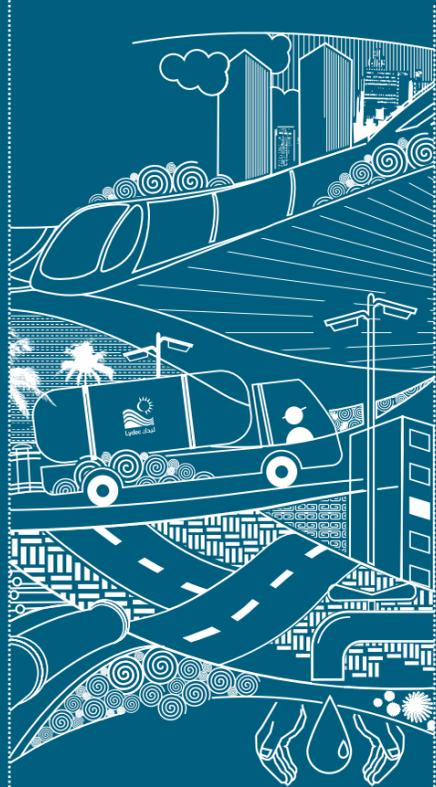
### Une urbanisation plus rapide que prévue

Le schéma directeur prévoyait, sur la période 2005-2009, une augmentation des surfaces urbaines de l'ordre de 200 ha/an. En réalité, cette augmentation a été beaucoup plus rapide que prévue, avec une moyenne de 300 ha/an. En outre, des écarts géographiques d'urbanisation très importants ont été observés : une forte augmentation était attendue à l'est de Casablanca. Elle s'est concrétisée à l'ouest.

Ces écarts par rapport aux prévisions d'urbanisation du schéma directeur 2006 ont pour conséquence une modification importante des priorités d'investissement et une accélération des investissements à réaliser, notamment dans le domaine de l'assainissement.

# Activités 2010

## Rapport financier



## Faits majeurs

### **L**es volumes distribués progressent de 1,4% sur l'électricité et de 4,1% sur l'eau

Les ventes de Moyenne Tension ont évolué de manière stable sur l'exercice, affichant une progression de +0,7% par rapport à 2009. La dynamique des secteurs tertiaire et agroalimentaire a compensé les difficultés du secteur textile, dont une reprise était néanmoins perceptible au dernier trimestre.

En hausse de 2% en 2010, les ventes de Basse Tension ont connu une progression plus faible par rapport à la tendance historique. Dans un contexte où le nombre de clients particuliers a augmenté de 2,5% par rapport à 2009, ce ralentissement des volumes peut être expliqué en partie par les mesures prises par le Gouvernement pour inciter les ménages aux économies d'énergie.

Les ventes d'eau, en croissance de 4,1% par rapport à 2009, sont tirées par la consommation à usage domestique, sous l'effet d'une hausse de 4% du nombre de clients particuliers et de températures élevées durant la période estivale.

### **Les prix moyens de vente sont globalement stables**

Les tarifs restent inchangés sur l'exercice, la dernière révision tarifaire datant du 15 novembre 2009.

L'évolution des prix moyens de vente de l'électricité et de l'eau, respectivement de +0,5% et de -0,4%, résulte essentiellement de la déformation de la structure de consommation totale entre segments (industriels, particuliers, administrations) et par tranche de consommation.

### **Le rendement eau s'améliore significativement à 74,6%**

Le rendement comptable du réseau d'eau potable, qui mesure le rapport entre les volumes d'eau distribués ou utilisés pour la consommation propre du Délégataire et les volumes achetés, s'établit à 74,6%. Il est en progression de 2,4 points par rapport à 2009. Le rendement a largement bénéficié du plan d'action Eaux Non Facturées engagé en 2009 (notamment les actions de sectorisation, de modulation et le renouvellement ciblé des compteurs...).

### **Le chiffre d'affaires sur travaux remboursables atteint 309 MDh**

Le chiffre d'affaires sur travaux remboursables, constaté à l'avancement des travaux, augmente de 150 MDh sur l'exercice. Il bénéficie des travaux de déplacement d'ouvrages réalisés dans le cadre du Projet Tramway de Casablanca.

### **Lydec lève un emprunt obligataire de 1 200 MDh sur 15 ans**

Pour soutenir notamment sa politique d'investissements et refinancer sa dette bancaire, Lydec a levé en juillet 2010 un emprunt obligataire de 1 200 MDh, amortissable sur quinze ans, au taux de 5,62% (incluant une prime de risque de 150 bps). Cet emprunt a été sursouscrit près de quatre fois.

### L'excédent brut d'exploitation est stable par rapport à 2009 à 782 MDh

Après retraitement d'éléments ponctuels ayant favorablement impacté l'exercice 2009 (la constatation en chiffre d'affaires du reliquat affectable relatif à 2008, l'estimation de l'énergie en compteurs 2009), l'excédent brut d'exploitation ressort en croissance de 11,4%. La marge totale, constituée de la marge de distribution (chiffre d'affaires sur ventes de fluides moins achats aux producteurs) et de la marge sur les autres activités (travaux remboursables, location et entretien de compteurs, peines et soins sur travaux réalisés pour le fonds de travaux), est en amélioration de 8,9%. Les charges d'exploitation hors amortissements augmentent de 7,1% sous l'effet de la progression des charges de personnel et des coûts opérationnels.

### Le Résultat d'Exploitation s'établit à 434 MDh, en retrait de -41 MDh par rapport à 2009

Les provisions pour créances douteuses augmentent de 27 MDh sous le double effet de la révision de la méthode en 2009 et de l'évolution de la balance âgée. Les amortissements sont en augmentation de 9 MDh, reflétant l'augmentation des réalisations.

### Le Résultat Financier est stable à -30 MDh

L'augmentation du coût de la dette nette est compensée par l'augmentation de l'activation des frais financiers et par la non-réurrence des coûts de restructuration du capital de la filiale Lydec Services.

Le résultat non courant est de - 2 MDh contre -152 MDh en 2009.

En 2009, le résultat non courant était impacté par la comptabilisation du redressement fiscal pour 121 MDh et l'évolution du mode de comptabilisation du chiffre d'affaires travaux remboursables pour 35 MDh. Retraité de ces éléments, il s'élevait à +4 MDh. En 2010, le résultat non courant, négatif de 2 MDh, est principalement constitué de règlements de sinistres et de sortie de matériels dépréciés.

### Le Résultat Net s'établit à 256 MDh, en amélioration de 16% par rapport à 2009.

#### Première résolution :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2010 et le rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution du mandat de vérification et de contrôle des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2010, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2010 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice net de 256 308 879,76 dirhams, ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

#### Deuxième résolution : approbation s'il y a lieu du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la loi n° 17/95 relative aux sociétés anonymes

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n° 17/95, relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

#### Troisième résolution : affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2010 ainsi qu'il suit :

•> soit bénéfice net de l'exercice 2010	Dh + 256 308 879,76
•> 5% à la réserve légale (plafonnée à 10% du capital social)	Dh - 9 517 803,79
•> solde	Dh + 246 791 075,97
•> report à nouveau	Dh + 291 161 728,33
•> bénéfice distribuable	Dh + 537 952 804,30
•> à distribuer à titre de dividendes (à raison de 22,5 Dh par action)	Dh - 180 000 000,00
•> solde affecté en report à nouveau soit	Dh + 357 952 804,30

L'Assemblée Générale Ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 24 juin 2011.

#### Quatrième résolution : quitus s'il y a lieu aux administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2010.

#### Cinquième résolution : quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Masnaoui, Mazars et Guérard, représenté par Monsieur Abdou DIOP et au Cabinet Ernst & Young, représenté par Monsieur Bachir TAZI, de leur mandat de commissaire aux comptes pour l'exercice 2010.

#### Sixième résolution : pouvoirs en vue de formalités légales

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Madame Laure GIRODET de nationalité française, née le 1<sup>er</sup> avril 1972 à Paris, demeurant à Casablanca 26 bis rue Al Kazwini, titulaire de la carte de séjour n° BE 53765F, et à toute personne qu'elle substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.

# Rapport général des commissaires aux comptes (Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010)

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2010. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1 417 952 804,30, dont un bénéfice net de MAD 256 308 879,76.

## Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

## Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les

informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'Auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

## Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Lydec au 31 décembre 2010 conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre

2010 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du contrat de gestion déléguée en date du 11 mai 2009, précise que l'Autorité de Tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004.

## Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 22 Avril 2011  
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG  
Bachir TAZI  
(Associé)



MAZARS MASNAOUI  
Abdou DIOP  
(Associé)



# Rapport spécial des commissaires aux comptes (Exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010)

En application de la loi 20-05 modifiant et complétant la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, nous portons à votre connaissance les conventions visées par cette loi.

## 2.3 Contrat de Gouvernance et d'Assistance Technique et Opérationnelle avec Suez Environnement

•> **Administrateur concerné**  
Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

•> **Nature, objet et modalités**  
Cette convention, signée le 17 décembre 2008 entre Lydec et Suez Environnement, a donné lieu à la comptabilisation par Lydec d'une charge d'un montant de KMAD 9 255 au titre de l'exercice 2010.

## 2.4 Avenant N°2 à la convention de Prestations de Services entre Lydec et Fipar Holding

•> **Administrateur concerné**  
FIPAR HOLDING représentée par M. Rachid LAAZIRI.

•> **Nature, objet et modalités**  
Cette convention, signée le 16 septembre 2008 entre Lydec et Fipar Holding, a donné lieu à la comptabilisation par Lydec d'une charge d'un montant de KMAD 1 122 au titre de l'exercice 2010.

## 2.5 Avenant N°2 à la convention de Prestations de Services entre Lydec et RMA Watanya

•> **Administrateur concerné**  
RMA Watanya représentée par M. Zouhair Bensaid.

•> **Nature, objet et modalités**  
Cette convention, signée le 16 septembre 2008 entre Lydec et RMA Watanya, a donné lieu à la comptabilisation par Lydec d'une charge d'un montant de KMAD 1 122 au titre de l'exercice 2010.

## 2.6 Convention de location de la propriété dite «Villa Altagracia Hovel» par Elyo à Lydec

•> **Administrateur concerné**  
GDF Energie Services représentée par M. Philippe RUEF.

•> **Nature, objet et modalités**  
Elyo, devenue Suez Energie Services, société du groupe Suez, et actionnaire au sein de Lydec, a donné en location à cette dernière,

en vertu d'une convention signée entre les deux sociétés le 30 octobre 2001, la totalité de la propriété Villa Altagracia Hovel, située au 163, Avenue Hassan 1er, Casablanca, pour une durée ferme de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, moyennant un loyer annuel de KMAD 6 900 en 2010.

## 2.7 Convention de prestations informatiques et télécoms avec Sita El Beida

•> **Administrateur concerné**  
Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

•> **Nature, objet et modalités**  
Par cette convention, signée le 2 janvier 2006, la Direction des Systèmes Informatiques de Lydec rend des prestations informatiques et Telecom ponctuelles à Sita El Beida. Lydec a facturé KMAD 108 sur l'exercice 2010.

## 2.8 Convention pour l'entretien de matériel entre le Centre de Maintenance des Engins Spéciaux de Lydec et Sita El Beida

•> **Administrateur concerné**  
Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

•> **Nature, objet et modalités**  
• Cette convention, conclue le 1<sup>er</sup> mars 2005, a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la maintenance, la réparation ou la remise en état sur site ou en atelier du matériel roulant de Sita El Beida. Cette convention prévoit également la mise à disposition par Sita El Beida du personnel à Lydec.  
• En l'absence de prestations rendues, cette convention n'a donné lieu à aucune facturation ou provision en 2010.

## 2.9 Convention de prestations informatiques et télécoms avec SEOER

•> **Administrateur concerné**  
Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE.

•> **Nature, objet et modalités**  
Par cette convention signée le 31 décembre 2002, Lydec a facturé KMAD 223 sur l'exercice 2010.

Casablanca, le 22 Avril 2011  
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG  
Bachir TAZI  
(Associé)



MAZARS MASNAOUI  
Abdou DIOP  
(Associé)



## Comptes sociaux au 31 décembre 2010

# Bilan Actif

	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>I. A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE</b>	<b>13 649 331 455,12</b>	<b>7 028 637 695,92</b>	<b>6 620 693 759,20</b>	<b>6 206 965 506,52</b>
•> Immobilisations terminées				
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 011 756 265,14	489 558 075,64	751 067 491,26
Immobilisations financées par fonds de travaux	1 286 443 917,97	497 223 902,24	789 220 015,73	746 936 069,81
Immobilisations financées par Lydec	3 766 261 833,48	1 565 650 100,98	2 200 611 732,50	2 216 548 432,46
Immobilisations financées par les tiers	1 007 658 074,72	563 644 439,99	444 013 634,73	479 533 243,01
Immobilisations reçues gratuitement	1 386 128 282,61	390 362 987,57	995 765 295,04	919 908 016,49
•> Immobilisations en cours				
Immob. en cours financées par fonds de travaux	495 539 931,44	-	495 539 931,44	303 786 461,98
Immob. en cours financées par Lydec	697 410 419,50	-	697 410 419,50	460 055 940,99
Immob. en cours financées par les tiers	330 069 985,78	-	330 069 985,78	147 594 601,71
Fonds de retraite	178 504 668,84	-	178 504 668,84	181 535 248,81
<b>I. B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE</b>	<b>5 367 842 602,00</b>	<b>2 342 432 543,23</b>	<b>3 025 410 058,77</b>	<b>2 776 473 780,45</b>
•> Immobilisations en non valeur	405 469 922,82	366 382 473,40	39 087 449,42	31 371 273,29
Frais préliminaires	63 754 777,49	63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	341 715 145,33	302 627 695,91	39 087 449,42	31 371 273,29
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
•> Immobilisations incorporelles	4 527 121 212,75	1 623 994 643,33	2 903 126 569,42	2 686 603 724,92
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	62 900 613,16	51 654 651,85	11 245 961,31	13 862 426,74
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immob. incorporelles (financement délégué)	4 463 672 252,98	1 571 791 644,87	2 891 880 608,11	2 672 741 298,18
•> Immobilisations corporelles	429 024 180,66	348 879 426,50	80 144 754,16	55 400 771,86
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	902 718,08	246 447,33	263 347,16
Matériel et outillage	198 843 098,94	155 281 892,99	43 561 205,95	24 224 309,99
Matériel de transport	45 199 970,79	40 838 608,67	4 361 362,12	5 003 574,44
Matériel mobilier de bureau	40 914 428,76	37 339 362,09	3 575 066,67	2 867 980,23
Matériel informatique	128 796 845,72	100 586 307,76	28 210 537,96	22 702 822,32
Autres immobilisations corporelles	14 120 671,04	13 930 536,91	190 134,13	338 737,72
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
•> Immobilisations financières	6 227 285,77	3 176 000,00	3 051 285,77	3 098 010,38
Prêts et créances immobilisés	3 051 285,77	-	3 051 285,77	3 098 010,38
Titres de participation	3 176 000,00	3 176 000,00	-	-
•> Ecarts de conversion	-	-	-	-
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
<b>TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC &amp; DP</b>	<b>19 017 174 057,12</b>	<b>9 371 070 239,15</b>	<b>9 646 103 817,97</b>	<b>8 983 439 286,97</b>
<b>II. ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)</b>				
•> Stocks (F)	57 889 530,73	6 543 333,64	51 346 197,09	48 061 702,22
Matières et fournitures consommables	57 889 530,73	6 543 333,64	51 346 197,09	48 061 702,22
•> Créances de l'actif circulant (G)	2 255 613 487,25	236 307 167,93	2 019 306 319,32	2 322 258 888,71
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	21 529 812,71	-	21 529 812,71	11 676 188,21
Clients et comptes rattachés	1 734 983 454,35	236 307 167,93	1 498 676 286,42	1 490 319 436,57
Personnel débiteur	82 520 488,89	-	82 520 488,89	79 912 216,55
Etat débiteur	273 627 083,95	-	273 627 083,95	315 404 343,54
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	123 919 063,52	-	123 919 063,52	412 238 623,51
Comptes de régularisation actif	19 033 583,83	-	19 033 583,83	12 708 080,33
•> Titres et valeurs de placement (H)	272 191 891,89	-	272 191 891,89	-
Bons du Trésor (fonds de travaux)	-	-	-	-
Placements Lydec	272 191 891,89	-	272 191 891,89	-
•> Ecarts de conversion actif circulant (I)	49 913,25	-	49 913,25	15 952,20
(Eléments circulants)	-	-	-	-
<b>TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)</b>	<b>2 585 744 823,12</b>	<b>242 850 501,57</b>	<b>2 342 894 321,55</b>	<b>2 370 336 543,13</b>
<b>III. TRESORERIE - ACTIF</b>				
Chèques et valeurs à encaisser	186 247 412,68	-	186 247 412,68	171 590 492,82
Compte trésorerie fonds de travaux	85 523 133,47	-	85 523 133,47	25 029 983,70
Compte trésorerie PIN	2 395 703,84	-	2 395 703,84	2 296 540,12
Compte trésorerie INDH-Inmae	21 229 714,87	-	21 229 714,87	49 757,27
Banques	550 647 773,29	-	550 647 773,29	371 304 163,75
Caisses	326 065,33	-	326 065,33	133 610,40
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF</b>	<b>846 369 803,48</b>	<b>-</b>	<b>846 369 803,48</b>	<b>570 404 548,06</b>
<b>TOTAL GENERAL ACTIF</b>	<b>22 449 288 683,72</b>	<b>9 613 920 740,72</b>	<b>12 835 367 943,00</b>	<b>11 924 180 378,16</b>

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010

# Bilan Passif

	Exercice	Exercice précédent
	Montant net	Montant net
<b>I. DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)</b>	<b>6 620 693 759,20</b>	<b>6 206 965 506,52</b>
Financement fonds de travaux	6 283 298 190,19	5 967 921 006,65
Amortissement financement fonds de travaux	-4 508 980 167,38	-4 166 130 983,60
Financement délégué	4 463 672 252,98	3 987 051 614,73
Amortissement financement délégué	-1 565 650 100,98	-1 310 447 241,28
Financement tiers	2 723 856 343,11	2 304 252 148,48
Amortissement financement tiers	-954 007 427,56	-757 216 287,27
Fonds de retraite	178 504 668,84	181 535 248,81
Dettes de l'Autorité Déléguée / RCAR	1 142 967 389,00	1 142 967 389,00
RCAR	-1 142 967 389,00	-1 142 967 389,00
•> Capitaux propres (A)	-	-
Capital social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Réserves légales	70 482 196,21	59 455 287,33
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	291 161 728,33	225 650 459,71
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	256 308 879,76	220 538 177,50
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)</b>	<b>1 417 952 804,30</b>	<b>1 305 643 924,54</b>
•> Capitaux propres assimilés (B)	-	-
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
•> Dettes de financement (C)	1 503 293 169,55	733 482 703,47
Emprunts obligataires	1 200 000 000,00	-
Emprunts commerciaux	-	449 075 647,26
Dépôts de garantie clientèle	303 293 169,55	284 407 056,21
•> Provisions durables pour risques et charges (D)	-	-
•> Ecarts de conversion passif (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
<b>TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)</b>	<b>9 541 939 733,05</b>	<b>8 246 092 134,53</b>
<b>II. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>		
•> Dettes passif circulant (F)	2 578 439 041,44	3 164 205 978,24
Fournisseurs et comptes rattachés	1 662 191 358,24	1 536 209 445,94
Clients créanciers, avances et acomptes	140 760 976,77	143 431 688,21
Personnel	60 469 490,74	45 175 442,26
Organismes sociaux	10 304 685,71	315 619 564,23
Etat	491 793 826,32	923 696 785,40
Comptes d'associés créditeurs	-	-
Fonds de travaux	1 070 443,52	1 448 691,61
Autres créanciers	135 824 455,66	134 829 860,77
Comptes de régularisation passif	76 023 804,48	63 794 499,82
•> Autres provisions pour risques et charges (G)	16 367 511,05	17 197 893,61
•> Ecarts de conversion passif circulant (H)	152 249,29	15,13
<b>TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F+G+H)</b>	<b>2 594 958 801,78</b>	<b>3 181 403 886,98</b>
<b>III. TRESORERIE - PASSIF</b>		
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de trésorerie	-	-
Banques (soldes créditeurs)	698 469 408,17	496 684 356,65
<b>TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF</b>	<b>698 469 408,17</b>	<b>496 684 356,65</b>
<b>TOTAL GENERAL PASSIF</b>	<b>12 835 367 943,00</b>	<b>11 924 180 378,16</b>

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010

# Compte de produits et charges (hors taxes)

	Opérations		Totaux de l'exercice (3) = (1)+(2)	Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	-	-	-	-
Ventes de marchandises (en l'état)	4 943 536 122,16	-31 135 161,71	4 912 400 960,45	4 860 837 270,18
Ventes de biens et services	760 575 769,54	-	760 575 769,54	483 626 213,38
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immob. produites par l'entreprise pour elle-même	132 714 556,87	-	132 714 556,87	134 328 507,06
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	232 450 957,70	-	232 450 957,70	225 774 349,04
<b>TOTAL I</b>	<b>6 069 277 406,27</b>	<b>-31 135 161,71</b>	<b>6 038 142 244,56</b>	<b>5 704 566 339,66</b>
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION</b>	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	3 310 743 402,20	1 366 486,92	3 312 109 889,12	3 261 665 493,70
Achats consommés de matières et fournitures	818 477 365,42	945 346,65	819 422 712,07	576 108 172,77
Autres charges externes	230 017 467,59	2 897 210,10	232 914 677,69	231 454 730,15
Impôts et taxes	10 164 351,65	1 454,33	10 165 805,98	7 473 671,33
Charges de personnel	664 048 655,39	35 066,39	664 083 721,78	628 023 254,04
Autres charges d'exploitation	9 885 951,73	-	9 885 951,73	13 279 460,25
Dotations d'exploitation	555 230 774,09	-	555 230 774,09	507 512 479,86
<b>TOTAL II</b>	<b>5 598 567 968,07</b>	<b>5 245 564,39</b>	<b>5 603 813 532,46</b>	<b>5 225 517 262,10</b>
<b>III. RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)</b>	-	-	<b>434 328 712,10</b>	<b>479 049 077,56</b>
<b>IV. PRODUITS FINANCIERS</b>	-	-	-	-
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	1 038 013,71	-	1 038 013,71	927 397,23
Intérêts et autres produits financiers	9 639 622,25	-	9 639 622,25	3 740 420,50
Reprises financières : transfert de charges	24 316 575,20	-	24 316 575,20	12 716 075,11
<b>TOTAL IV</b>	<b>34 994 211,16</b>	-	<b>34 994 211,16</b>	<b>17 383 892,84</b>
<b>V. CHARGES FINANCIERES</b>	-	-	-	-
Charges d'intérêts	64 357 904,11	-	64 357 904,11	37 502 189,44
Perte de change	338 716,83	-	338 716,83	371 781,57
Autres charges financières	-	-	-	6 346 766,23
Dotations financières	49 913,55	-	49 913,55	3 191 952,20
<b>TOTAL V</b>	<b>64 746 534,49</b>	-	<b>64 746 534,49</b>	<b>47 412 689,44</b>
<b>VI. RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)</b>	-	-	<b>-29 752 323,33</b>	<b>-30 028 796,60</b>
<b>VII. RESULTAT COURANT VII = (III+V)</b>	-	-	<b>404 576 388,77</b>	<b>449 020 280,96</b>
<b>VIII. PRODUITS NON COURANTS</b>	-	-	-	-
Produits des cessions d'immobilisations	74 685,75	-	74 685,75	42 489,65
Subvention d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	5 696 183,05	-	5 696 183,05	-18 625 762,00
Reprises non courantes : transferts de charges	-	-	-	286 510 827,75
<b>TOTAL VIII</b>	<b>5 770 868,80</b>	-	<b>5 770 868,80</b>	<b>267 927 555,40</b>
<b>IX. CHARGES NON COURANTES</b>	-	-	-	-
Valeurs nettes d'amortissements des immob. cédées	33 810,70	-	33 810,70	28 050,40
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	6 495 125,97	1 254 139,33	7 749 265,30	419 192 079,87
Dotat. non courantes aux amort. et aux provisions	-	-	-	5 169 821,00
<b>TOTAL IX</b>	<b>6 528 936,67</b>	<b>1 254 139,33</b>	<b>7 783 076,00</b>	<b>424 389 951,27</b>
<b>X. RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)</b>	-	-	<b>-2 012 207,20</b>	<b>-156 462 395,87</b>
<b>XI. RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)</b>	-	-	<b>402 564 181,57</b>	<b>292 557 885,09</b>
<b>XII. IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>146 255 301,81</b>	-	<b>146 255 301,81</b>	<b>72 019 707,59</b>
<b>XIII. RESULTAT NET (XI-XII)</b>	-	-	<b>256 308 879,76</b>	<b>220 538 177,50</b>
<b>XIV. TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)</b>	<b>6 094 493 136,84</b>	<b>-31 135 161,71</b>	<b>6 063 357 975,13</b>	<b>5 989 877 787,90</b>
<b>XV. TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)</b>	<b>5 800 549 391,65</b>	<b>6 499 703,72</b>	<b>5 807 049 095,37</b>	<b>5 769 339 610,40</b>
<b>XVI. RESULTAT NET (total des produits - total des charges)</b>	<b>293 943 745,19</b>	<b>-37 634 865,43</b>	<b>256 308 879,76</b>	<b>220 538 177,50</b>

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010

# Etat des soldes de gestion (ESG)

		Exercice	Exercice précédent
<b>TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)</b>			
1	+ Ventes de fluides	4 912 400 960,45	4 860 837 270,18
2	- Achats de fluides	3 296 560 539,73	3 261 665 493,70
<b>I</b>	<b>= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>	<b>1 615 840 420,72</b>	<b>1 599 171 776,48</b>
<b>II</b>	<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>893 290 326,41</b>	<b>617 954 720,44</b>
3	Ventes de biens et services produits	760 575 769,54	483 626 213,38
4	Variation de stocks	-	-
5	Immobilisations produites	132 714 556,87	134 328 507,06
<b>III</b>	<b>- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>1 052 337 389,76</b>	<b>807 652 902,92</b>
6	Achats consommés de matières et fournitures	819 422 712,07	576 108 172,77
7	Autres charges externes	232 914 677,69	231 544 730,15
<b>IV</b>	<b>= VALEUR AJOUTEE (I+II-III)</b>	<b>1 456 793 357,37</b>	<b>1 409 473 594,00</b>
8	+ Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	- Impôts et taxes	10 165 805,98	7 473 671,33
10	- Charges de personnel	664 083 721,78	628 023 254,04
<b>V</b>	<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)</b>	<b>782 543 829,61</b>	<b>773 976 668,63</b>
	= Insuffisance brute d'exploitation (IBE)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	9 885 951,73	13 189 460,25
13	+ Reprises d'exploitation : transfert de charges	216 901 608,31	225 774 349,04
14	- Dotations d'exploitation	555 230 774,09	507 512 479,86
<b>VI</b>	<b>= RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>434 328 712,10</b>	<b>479 049 077,56</b>
<b>VII</b>	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-29 752 323,33</b>	<b>-30 028 796,60</b>
<b>VIII</b>	<b>= RESULTAT COURANT</b>	<b>404 576 388,77</b>	<b>449 020 280,96</b>
<b>IX</b>	<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>-2 012 207,20</b>	<b>-156 462 395,87</b>
15	- Impôts sur les sociétés	146 255 301,81	72 019 707,59
<b>X</b>	<b>= RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>256 308 879,76</b>	<b>220 538 177,50</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>			
1	Résultat net de l'exercice	-	-
	Bénéfice +	256 308 879,76	220 538 177,50
	Perte -	-	-
2	+ Dotations d'exploitation	303 978 687,53	295 204 843,40
3	+ Dotations financières	-	3 176 000,00
4	+ Dotations non courantes	-	-
5	- Reprises d'exploitation	-	-
6	- Reprises financières	-	-2 000 000,00
7	- Reprises non courantes	-	-
8	- Produits des cessions d'immobilisations	-74 685,75	-42 489,65
9	+ Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	33 810,70	28 050,40
<b>I</b>	<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>	<b>560 246 692,24</b>	<b>516 904 581,65</b>
10	Distribution de bénéfices	144 000 000,00	144 000 000,00
<b>II</b>	<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>416 246 692,24</b>	<b>372 904 581,65</b>

## Tableau des titres de participation

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social Dh	Participation au capital	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits d'exploitation inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture	Situation nette	Resultat net	
Lydec Services	Travaux eau, assainissement, électricité	3 176 000,00	100%	100 Dh	0,00	31-dec-2010	1 863 011,36	-426 487,46	290 000,00

# Comptes sociaux au 31 décembre 2010

## Tableau de financement de l'exercice

SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variation a - b	
			Emplois	Ressources
Financement permanent	9 541 939 733,05	8 246 092 134,53	-	1 295 847 598,52
Actif immobilisé	9 646 103 817,97	8 983 439 286,97	662 664 531,00	-
•> Fonds de roulement fonctionnel (A)	-104 164 084,92	-737 347 152,44	-	633 183 067,52
Actif circulant	2 342 894 321,55	2 370 336 543,13	-	27 442 221,58
Passif circulant	2 594 958 801,78	3 181 403 886,98	586 445 085,20	-
•> Besoin de financement global (B)	-252 064 480,23	-811 067 343,85	559 002 863,62	-
TRESORERIE NETTE (A-B)	147 900 395,31	73 720 191,41	74 180 203,90	-

EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
•> Autofinancement (A)	-	416 246 692,24	-	372 904 581,65
Capacité d'autofinancement	-	560 246 692,24	-	516 904 581,65
Distribution de bénéfices	-	-144 000 000,00	-	-144 000 000,00
•> Cession et réduction d'immobilisation (B)	-	121 410,36	-	6 590 579,67
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	74 685,75	-	42 489,65
Cession d'immobilisations financières	-	46 724,61	-	6 548 090,02
Récupération sur créances immobilisées	-	-	-	-
•> Augmentation des capitaux propres assimilés (C)	-	-	-	-
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-
•> Augmentation des dettes de financement (D)	-	1 243 951 585,68	-	42 725 184,10
Dépôts de garantie	-	43 951 585,68	-	42 725 184,10
Emprunt à long terme	-	1 200 000 000,00	-	-
<b>TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)</b>	-	<b>1 660 319 688,28</b>	-	<b>422 220 345,42</b>
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
•> Acquisition, augmentation d'immob. (E)	526 328 792,51	-	443 426 191,54	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	48 356 093,90	-	11 733 887,96	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	477 972 698,61	-	424 192 303,58	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-	7 500 000,00	-
•> Remboursement des capitaux propres (F)	-	-	-	-
•> Remb. des dettes de financement (G)	474 141 119,60	-	164 698 513,34	-
Dépôts de garantie	25 065 472,34	-	27 589 261,16	-
Emprunt à long terme	449 075 647,26	-	137 109 252,18	-
•> Acquisition d'immob. en non valeur (H)	26 666 708,65	-	12 723 411,45	-
<b>TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>1 027 136 620,76</b>	-	<b>620 848 116,33</b>	-
<b>III. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL</b>	<b>559 002 863,62</b>	-	-	<b>194 689 209,63</b>
<b>IV. VARIATION DE LA TRESORERIE</b>	<b>74 180 203,90</b>	-	-	<b>3 938 561,28</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 660 319 688,28</b>	<b>1 660 319 688,28</b>	<b>620 848 116,33</b>	<b>620 848 116,33</b>

## Etat des dérogations

INDICATION DES DÉROGATIONS	Justification des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

[Néant]

# Comptes sociaux au 31 décembre 2010

## Etat des changements de méthodes

NATURE DES CHANGEMENTS	Justification des changements	Influence des changements sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les modalités d'application		

[Néant]

## Tableau des immobilisations autres que financières

DÉSIGNATION	Montant brut début de l'exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise	Virement	Cession	Retrait	Virement	
<b>IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE</b>	<b>12 259 224 769,86</b>	<b>1 211 602 016,42</b>	-	<b>379 397 861,10</b>	-	-	<b>-379 397 861,10</b>	<b>13 470 826 786,28</b>
Immobilisations gestion déléguée terminées	11 347 787 765,18	220 620 823,28	-	379 397 861,10	-	-	-	11 947 806 449,56
Immobilisations gestion déléguée en cours	911 437 004,68	990 981 193,14	-	-	-	-	-379 397 861,10	1 523 020 336,72
<b>IMMOBILISATION EN NON-VALEURS</b>	<b>378 803 214,17</b>	<b>26 666 708,65</b>	-	-	-	-	-	<b>405 469 922,82</b>
Frais préliminaires	63 754 777,49	-	-	-	-	-	-	63 754 777,49
Charges à répartir sur plusieurs exercices	315 048 436,68	26 666 708,65	-	-	-	-	-	341 715 145,33
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 049 148 514,14</b>	<b>477 972 698,61</b>	-	<b>187 590 050,70</b>	-	-	<b>-187 590 050,70</b>	<b>4 527 121 212,75</b>
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	-	-	-	-	-	-	548 346,61
Brevets, marques	61 548 552,80	1 352 060,36	-	-	-	-	-	62 900 613,16
Autres immobilisations incorporelles (financement Lydec)	3 987 051 614,73	476 620 638,25	-	187 590 050,70	-	-	-187 590 050,70	4 463 672 252,98
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>426 788 732,50</b>	<b>48 356 093,90</b>	-	-	<b>-46 120 645,74</b>	-	-	<b>429 024 180,66</b>
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	-	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Installations techniques, matériel et outillage	167 716 054,63	31 127 044,31	-	-	-	-	-	198 843 098,94
Matériel de transport	45 007 144,51	357 239,67	-	-	-164 413,39	-	-	45 199 970,79
Mobilier, matériel de bureau	39 784 984,21	1 233 348,72	-	-	-103 904,17	-	-	40 914 428,76
Matériel informatique	159 010 712,70	15 638 461,20	-	-	-45 852 328,18	-	-	128 796 845,72
Autres immobilisations incorporelles	14 120 671,04	-	-	-	-	-	-	14 120 671,04
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, par rubrique et par type de mouvement.

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010 Tableau des amortissements

NATURE	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort. sur immob. sorties (3)	Cumul d'amort. fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
<b>IMMOBILISATIONS EN NON-VALEUR</b>	<b>347 431 940,88</b>	<b>18 950 532,52</b>	-	<b>366 382 473,40</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 754 777,49	-	-	63 754 777,49
Charges à répartir sur honoraires	283 677 163,39	18 950 532,52	-	302 627 695,91
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>1 362 544 789,67</b>	<b>261 449 854,11</b>	-	<b>1 623 994 643,78</b>
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevet, marques, droits et valeurs similaires	47 686 126,51	3 968 525,79	-	51 654 652,30
Immobilisations financement Lydec domaine délégué	1 314 310 316,55	257 481 328,32	-	1 571 791 644,87
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>371 387 960,64</b>	<b>23 578 300,90</b>	<b>-46 086 835,04</b>	<b>348 879 426,50</b>
Terrains	-	-	-	-
Constructions	885 818,25	16 899,83	-	902 718,08
Installations techniques, matériel et outillage	143 491 744,64	11 790 148,35	-	155 281 892,99
Matériel de transport	40 003 570,07	999 451,99	-164 413,39	40 838 608,67
Mobilier, matériel de bureau	36 917 003,98	500 986,68	-78 628,57	37 339 362,09
Matériel informatique	136 307 890,38	10 122 210,46	-45 843 793,08	100 586 307,76
Agencement, installation et aménagement	13 781 933,32	148 603,59	-	13 930 536,91
<b>TOTAL</b>	<b>2 081 364 691,19</b>	<b>303 978 687,53</b>	<b>-46 086 835,04</b>	<b>2 339 256 543,68</b>

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010 Tableau des créances

CRÉANCES	Total	Analyse par échéance			Autres analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>3 051 285,77</b>	<b>3 051 285,77</b>	-	-	-	-	-	-
Prêts immobilisés	3 051 285,77	3 051 285,77	-	-	-	-	-	-
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>2 255 613 487,25</b>	-	<b>1 125 155 054,33</b>	<b>1 130 458 432,92</b>	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	21 529 812,71	-	21 529 812,71	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés (*)	1 734 983 454,35	-	721 191 582,27	1 013 791 872,08	-	-	-	-
Etat	273 627 083,95	-	273 627 083,95	-	-	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	123 919 063,52	-	7 252 502,68	116 666 560,84	-	-	-	-
Personnel	82 520 488,89	-	82 520 488,89	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation - actif	19 033 583,83	-	19 033 583,83	-	-	-	-	-

(\*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2010 (âge > 1 an).

## Tableau des provisions

NATURE	Montant début exercice	Dotations			Reprises			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	-
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Provisions durables pour risques et charges	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	207 619 727,21	247 850 501,57	-	-	212 619 727,21	-	-	242 850 501,57
5. Autres provisions pour risques et charges	17 197 893,61	3 401 584,99	49 913,55	-	4 281 881,10	-	-	16 367 511,05
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>SOUS-TOTAL (B)</b>	<b>224 817 620,82</b>	<b>251 252 086,56</b>	<b>49 913,55</b>	-	<b>216 901 608,31</b>	-	-	<b>259 218 012,62</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>224 817 620,82</b>	<b>251 252 086,56</b>	<b>49 913,55</b>	-	<b>216 901 608,31</b>	-	-	<b>259 218 012,62</b>

## Tableau des dettes

DETTES	Total	Analyse par échéance			Autres analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effets
<b>DU FINANCEMENT</b>	<b>1 200 000 000,00</b>	<b>1 120 000 000,00</b>	<b>80 000 000,00</b>	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	1 200 000 000,00	1 120 000 000,00	80 000 000,00	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>2 578 439 041,44</b>	-	<b>2 562 909 908,04</b>	<b>15 529 133,40</b>	<b>98 838 792,48</b>	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 662 191 358,24	-	1 646 662 224,84	15 529 133,40	98 838 792,48	-	-	-
Clients créditeurs, avances et acomptes	140 760 976,77	-	140 760 976,77	-	-	-	-	-
Personnel	60 469 490,74	-	60 469 490,74	-	-	-	-	-
Organismes sociaux	10 304 685,71	-	10 304 685,71	-	-	-	-	-
Etat	491 793 826,32	-	491 793 826,32	-	-	-	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres créanciers	136 894 899,18	-	136 894 899,18	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation - passif	76 023 804,48	-	76 023 804,48	-	-	-	-	-

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010 Engagements financiers reçus ou donnés, hors opérations de crédit-bail

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant exercice	Montant exercice précédent
<b>•&gt; Avals et cautions</b>		
Cautions bancaires au profit de l'Autorité Délégante	107 932 500,00	104 242 500,00
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Impôts	-	-
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	8 054 201,00	2 101 424,00
Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	7 447,00	7 447,00
Cautions bancaires au profit de la société AGTT	-	2 000 000,00
<b>•&gt; Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires</b>		
Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	391 049 409,25	369 307 118,68
<b>•&gt; Autres engagements</b>		
Engagements contractuels d'investissements	4 156 110 006,52	4 273 235 487,91
<b>TOTAL (1)</b>	<b>4 663 153 563,76</b>	<b>4 750 893 977,58</b>

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.

ENGAGEMENTS RECUS	Montant exercice	Montant exercice précédent
<b>•&gt; Avals et cautions</b>		
Garanties reçues sur contrats	228 871 171,93	162 802 446,53
<b>•&gt; Autres engagements</b>		
Facilités de crédit non utilisées	779 594 000,00	646 577 000,00
<b>TOTAL (2)</b>	<b>1 008 465 171,93</b>	<b>809 379 446,53</b>

(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées.

## Tableau des sûretés réelles données ou reçues

Tiers créditeurs ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données					
Sûretés reçues					

[Néant]

(1) Gage-hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membre du personnel

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

## Comptes sociaux au 31 décembre 2010 Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise

### INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

#### I - ACTIF IMMOBILISE

##### A - EVALUATION A L'ENTREE

- |                                   |  |
|-----------------------------------|--|
| 1. Immobilisations en non-valeurs | Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges     |
| 2. Immobilisations incorporelles  | Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel |
| 3. Immobilisations corporelles    | Coût d'acquisition (prix d'achat + frais accessoires)          |
| 4. Immobilisations financières    | Valeur nominale  |

##### B - CORRECTIONS DE VALEUR

- |   |  |
|---|--|
| 1. Méthodes d'amortissements                                  | Amortissement linéaire   |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation     | N/A  |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif | Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises |

#### II - ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

##### A - EVALUATION A L'ENTREE

- |                                   |                 |
|-----------------------------------|-----------------|
| 1. Stocks                         | Coût d'achat    |
| 2. Créances                       | Valeur nominale |
| 3. Titres et valeurs de placement | Valeur nominale |

##### B - CORRECTIONS DE VALEUR

- |   |  |
|---|--|
| 1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation     | Antériorité et nature de l'actif circulant   |
| 2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif | Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises |

#### III - FINANCEMENT PERMANENT

- |  |  |
|--|--|
| 1. Méthodes de réévaluation  | N/A  |
| 2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées                     | N/A  |
| 3. Dettes de financement permanent                                       | Valeur d'émission de l'emprunt   |
| 4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges | N/A  |
| 5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif           | Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises |

#### IV - PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)

- |  |  |
|--|--|
| 1. Dettes du passif circulant  | Valeur nominale de la dette  |
| 2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges |  |
| 3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif         | Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises |

#### V - TRESORERIE

- |   |                 |
|---|-----------------|
| 1. Trésorerie - actif                                     | Valeur nominale |
| 2. Trésorerie - passif                                    | Valeur nominale |
| 3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation | N/A             |

#### VI - ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES DE TRAVAUX

Lydec a fait évoluer en 2009 son mode de comptabilisation du chiffre d'affaires sur ventes de travaux. Celui-ci est désormais constaté à l'avancement, et non plus sur la base des factures émises.

La même méthode a été appliquée pour la clôture des comptes de l'exercice 2010.

## Glossaire

- A** •> **Agenda 21**  
Programme international de développement durable pour le 21<sup>ème</sup> siècle destiné aux collectivités locales, initié dans la conférence de Rio en 1992.
- > **Aménageur**  
Société chargée d'organiser l'espace urbain en vue de créer de nouveaux quartiers. Elle prévoit leur insertion dans l'environnement naturel et urbain, et met en place les équipements et infrastructures nécessaires aux habitants.
- > **Analyses physico-chimiques**  
Analyses ayant, entre autres, pour objectif de détecter les composés chimiques qui caractérisent la qualité de l'eau potable (sels minéraux, oligoéléments...), ou ceux pouvant, au contraire, l'altérer (nitrates, métaux lourds...)
- > **Assainissement liquide**  
Ensemble des moyens de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales, avant leur rejet en milieu naturel.
- > **Autorité délégante**  
Personne morale de droit public qui confie la gestion d'un service public, dont elle a la charge, à un délégataire public ou privé, dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée.
- B** •> **Bactériologie (analyses bactériologiques)**  
Analyses ayant pour objectif de détecter et d'identifier les bactéries et micro-organismes pouvant être présents dans l'eau potable.
- > **Bassin d'orage**  
Bassin recueillant les eaux pluviales afin d'éviter les débordements des réseaux lors de fortes pluies.
- > **Bonus «-20% -20%»**  
Réduction de 20% accordée par l'Etat aux clients ayant réduit leur consommation d'au moins 20% par rapport à la même période, l'année précédente.
- > **Bureau Central de Conduite (BCC)**  
Entité de Lydec chargée de surveiller et de gérer à distance, 24h/24, les réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et d'éclairage public. Le BCC gère aussi le dispositif d'alerte météo.
- C** •> **Centre Technique de Métrologie**  
Il assure la fiabilité des équipements de surveillance et de mesure de Lydec et notamment du parc de compteurs. Il dispose de deux laboratoires pour l'étalonnage des compteurs d'eau et d'électricité.
- > **Compactage**  
Opération mécanique de tassement des sols lors du remblaiement d'un trou ou d'une tranchée. L'objectif est de rendre le sol le plus «compact» possible et d'éviter, à terme, un affaissement.
- > **Contrat de gestion déléguée**  
Convention par laquelle une autorité publique délégante donne un mandat à un opérateur délégataire en vue de gérer tout ou une partie d'un patrimoine ou d'un service public.
- > **Courants Porteurs en Ligne**  
Technologie permettant à un appareil d'envoyer des signaux d'information par les câbles qui le fournissent en énergie.
- > **Curage**  
Opération consistant à nettoyer les réseaux et les ouvrages d'assainissement des déchets et sédiments qui s'y sont accumulés.
- > **Curage hydraulique**  
Curage effectué grâce à une hydrocureuse, engin qui propulse de l'eau à haute pression dans les conduites d'assainissement pour décoller les déchets et sédiments. Ceux-ci sont ensuite collectés par pompage.
- D** •> **Débitmètre**  
Appareil destiné à mesurer le débit d'un fluide.
- > **Délégataire**  
Personne physique ou morale de droit privé ou personne morale de droit public à qui est confiée la gestion d'un service public, dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée.
- E** •> **Étage de pression**  
Subdivision du réseau d'eau potable qui rassemble les zones situées à la même altitude par rapport au niveau de la mer et généralement alimentées par un même réservoir d'eau potable.
- G** •> **Green IT**  
Projet de développement durable basé sur des techniques de l'information et de la communication, dont la conception ou l'emploi permettent de réduire les effets négatifs de l'activité humaine sur l'environnement.
- H** •> **Hydrocureuse**  
Véhicule utilisé pour le curage des réseaux ainsi que pour le débouchage. Il est composé d'une double citerne eau et boue, d'une pompe haute pression pour le curage hydraulique et d'une pompe aspiratrice pour récupérer les déchets.
- M** •> **Modulateur de pression**  
Équipement installé en vue de réguler et d'homogénéiser la pression de l'eau potable dans les différents points du réseau, et à différents moments de la journée.
- > **MVA (Méga Volt Ampère)**  
Unité de mesure de la puissance électrique.
- N** •> **Niveau d'éclairage (éclairage public)**  
Intensité lumineuse constatée sur une zone donnée. Se mesure en lux.
- P** •> **PDA**  
Personal Digital Assistant. Ordinateurs de poche pouvant faire office de terminaux numériques de communication.
- > **Période de retour**  
Temps statistique entre deux occurrences d'un événement naturel d'une intensité donnée.
- > **Pluies de retour centennales**  
Épisodes pluvieux dont l'intensité est telle qu'ils ne se produisent statistiquement que tous les cent ans environ.
- > **Poste source**  
Infrastructure du réseau électrique transformant la haute tension en moyenne tension afin d'alimenter les zones urbaines.
- > **Procédé membranaire**  
Nouvelle technique de traitement des eaux utilisant des membranes pour un meilleur filtrage des eaux.
- > **Propriétés organoleptiques (eau potable)**  
Saveur, odeur, couleur de l'eau potable.
- S** •> **Sectorisation périodique**  
Technique consistant à découper temporairement le réseau d'eau potable (à l'aide de manœuvres de vannes) en petits secteurs où les débits nocturnes seront surveillés. Elle permet de mieux cibler la recherche de fuites.
- > **Système d'Information Géographique**  
Système informatique permettant de gérer un ensemble de données en y intégrant la localisation géographique.
- T** •> **Tampon de regard**  
Dispositif d'ouverture et de fermeture des accès au réseau d'assainissement (aussi appelé plaque d'égout).
- > **Taux de desserte**  
Proportion de la population ayant accès à un service donné (eau potable, électricité...)
- > **Taux de disponibilité (éclairage public)**  
Rapport entre le nombre de points lumineux en fonctionnement et le nombre total de points lumineux.
- > **Taux de fréquence (ressources humaines)**  
Indicateur annuel de la fréquence des accidents de travail dans une entreprise. Il se calcule de la manière suivante : nombre d'accidents mortels ou ayant occasionné une incapacité temporaire ou permanente de travail x 1 000 000 / nombre d'heures travaillées
- > **Taux de gravité**  
Indicateur annuel de la gravité des accidents de travail dans une entreprise. Il se calcule de la manière suivante : nombre de jours d'incapacité temporaire de travail x 1 000 / nombre d'heures travaillées.
- > **Télégestion**  
Système permettant de gérer à distance les infrastructures du réseau d'électricité, d'eau potable, d'assainissement et d'éclairage public.
- > **Télérelève/ Compteurs de télérelevés**  
Système permettant de relever les compteurs à distance et de manière automatisée.
- > **Transformateur**  
Équipement installé dans les postes sources et dans les postes de distribution publique afin de diminuer la tension (respectivement en moyenne et basse tension) et de l'adapter à la zone de distribution.
- > **Turbidité**  
Teneur d'un liquide en particules en suspension.



## Siège social et Direction Générale

### Siège social

48, rue Mohamed Diouri  
B.P. : 16048 - Casablanca  
Tél. : 05 22 54 90 54

### Direction Générale

Angle avenue Moulay Hassan I<sup>er</sup>  
et rue Gouraud - Casablanca  
Tél. : 05 22 54 90 54

### Directions Préfectorales et agences

#### Direction Préfectorale Casa Anfa

- > **Agence Diouri**  
48, rue Mohamed Diouri
- > **Agence Moulay Hassan I<sup>er</sup>**  
Angle avenue Moulay Hassan I<sup>er</sup>  
et rue Gouraud

#### Direction Préfectorale Aïn Chock - Hay Hassani

- > **Agence Yacoub El Mansour**  
Boulevard Ghandi,  
angle avenue Yacoub El Mansour
- > **Agence Koutoubia**  
5, résidence Koutoubia - Aïn Chock
- > **Agence Oum Errabii**  
Angle boulevards Oum Errabii  
et Oued Sebou

#### Direction Préfectorale Derb Soltan - El Fida

- > **Agence Ouled Ziane**  
Route Ouled Ziane  
(près de la gare routière)

#### Direction Préfectorale Ben M'Sick - Sidi Othmane

- > **Agence Ben M'Sick**  
Dar Touzani - Km 7 - Bd Mohammed VI
- > **Agence Moulay Rachid**  
Angle avenue «N» et boulevard Akid  
El Allam

#### Direction Préfectorale Aïn Sebaâ - Hay Mohammadi

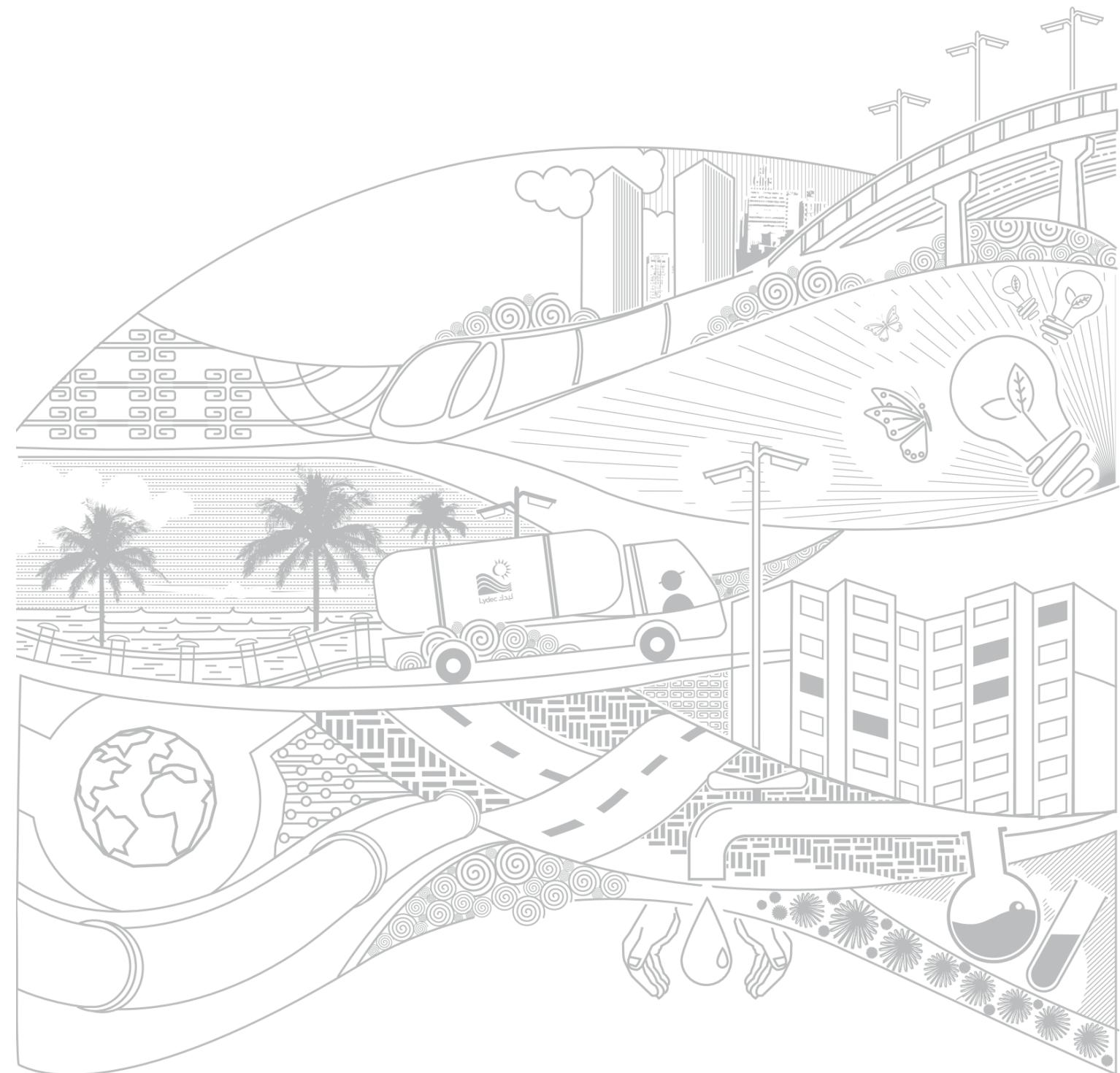
- > **Agence Aïn Sebaâ**  
25, angle allées des Mûriers  
et des Eucalyptus
- > **Agence Dar Lamane**  
Dar Lamane - Bloc «A»  
(en face du complexe sportif)

#### Direction Préfectorale Sidi Bernoussi - Sidi Moumen

- > **Agence Sidi Bernoussi**  
Angle boulevards Ben Saïd Salah  
et Mokhtar Ben Ahmed El Garnaoui
- > **Agence Sidi Moumen**  
37, Hay El Ouala  
Lotissement Taliby - Attacharouk

#### Direction Préfectorale Mohammedia

- > **Agence Hassan II**  
52, avenue Hassan II
- > **Agence El Alia**  
278, boulevard de La Résistance  
El Hassania N° 1



Siège : 48, rue Mohamed Diouri - B.P. : 16048 - Casablanca  
Direction Générale : Angle avenue Moulay Hassan I<sup>er</sup>  
et rue Gouraud - Casablanca  
Tél. : 05 22 54 90 54  
www.lydec.ma

www.facebook.com/lydecnet • www.twitter.com/lydecweb • www.youtube.com/elydec